

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/120

6 septembre 2004

(04-3721)

**Groupe de travail de
l'accession de l'Ukraine**

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Communication de l'Ukraine

Questions et réponses additionnelles

La communication ci-après, datée du 30 août 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Ukraine.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
II. POLITIQUES ÉCONOMIQUES.....	1
- Change et paiements	3
- Politique des prix	4
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES.....	10
A. RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS	10
- Tarif douanier	10
- Contingents et exemptions tarifaires.....	11
- Redevances et impositions pour services rendus.....	14
- Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences d'importation.....	16
- Évaluation en douane	20
B. RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS.....	21
C. POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES	31
- Obstacles techniques au commerce	31
- Mesures d'investissement et liées au commerce	34
- Politiques agricoles.....	35
- Accords commerciaux	37

II. POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Question n° 1

S'agissant de la politique de l'Ukraine en matière de sucre, trois passages du projet de rapport (document WT/ACC/SPEC/UKR/5) posent problème:

- les paragraphes 26 et 27 des pages 9 et 10, de la section sur la politique des prix;
- les paragraphes 135 et 137 des pages 43 et 44, de la section sur les MIC; et
- les paragraphes 169, 170 et 171 des pages 54 et 55, de la section sur les politiques agricoles.

Pour faire avancer la préparation du texte de ces trois sections, nous aimerions que l'Ukraine réponde à nos questions sur sa politique des prix car certains aspects importants n'en sont pas clairs.

Réponse

L'Ukraine voudrait tout d'abord remercier les Membres de l'attention particulière qu'ils portent aux politiques régissant la production et la vente du sucre, et de leur désir d'éliminer les incompatibilités qui, de l'avis de certains d'entre eux, existent encore avec les principes et prescriptions de l'OMC dans le régime commercial ukrainien. L'Ukraine souhaite rendre sa législation intérieure pleinement conforme aux prescriptions de l'OMC et accorde la plus vive attention à cette question, surtout à ce stade final des négociations de son accession à l'OMC.

Avant de répondre aux nombreuses questions, notamment concernant le sucre, l'Ukraine voudrait signaler une erreur qui s'est glissée dans le paragraphe 169 pendant la préparation du projet de rapport du Groupe de travail (document WT/ACC/SPEC/UKR/5). Il faut lire qu'en vertu de la Résolution n° 1977 du 25 décembre 2002, un contingent sur la production de sucre a été établi pour la période allant du 1^{er} septembre 2003 au 1^{er} septembre 2004 et non un contingent tarifaire pour l'approvisionnement du marché intérieur en sucre raffiné.

En application de la Loi ukrainienne n° 758, du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre, le Conseil des ministres de l'Ukraine fixe chaque année des contingents pour la production de sucre raffiné, qui sont répartis comme suit:

- le contingent A, pour la consommation nationale (vente sur le marché intérieur); et
- le contingent B, pour le sucre exporté hors de l'Ukraine pour remplir les obligations de l'État au titre de traités internationaux et, le cas échéant, pour compléter le contingent A.

Le contingent C, c'est-à-dire le sucre produit en sus des deux premiers contingents et destiné exclusivement à la vente hors d'Ukraine par les propriétaires, n'est pas fixé par le gouvernement. Les volumes de sucre destinés à l'exportation sont fixés par les propriétaires du sucre, en tenant compte des ressources nécessaires pour satisfaire les obligations au titre des contingents A et B.

Question n° 2

Les prix minima obligatoires pour les betteraves sucrières sont-ils payables par les transformateurs à la condition que les betteraves leur soient fournies dans le cadre des

contingents de production des producteurs? Veuillez indiquer le fondement juridique de cette condition.

Réponse

Il n'y a pas de contingent de production pour les producteurs de betteraves sucrières. Le Ministre de la politique agricole fixe chaque année les quantités minimales de betteraves sucrières devant être produites pour la production de sucre dans le cadre des contingents A et B (article 2.5 de la Loi ukrainienne n° 758, du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre). L'article premier de cette loi contient la définition ci-après de l'expression "prix minimum des betteraves sucrières": "le prix minimum des betteraves sucrières est le prix minimum utilisé au moment de la conclusion d'accords de vente et d'achat de betteraves sucrières pour la production de sucre dans le cadre des contingents A et B".

Question n° 3

Les prix minima obligatoires pour les betteraves sucrières sont-ils payables par les transformateurs à la condition que les betteraves soient achetées par les transformateurs dans le cadre de leurs contingents de production? Veuillez fournir le fondement juridique de cette condition.

Réponse

Oui, comme le dit clairement la définition donnée à l'article premier de la Loi n° 758 et citée ci-dessus.

Question n° 4

Les prix minima obligatoires pour les betteraves sucrières sont-ils payables par les transformateurs à la condition qu'elles leur soient fournies dans le cadre des contingents de production des producteurs et qu'ils les achètent dans le cadre de leurs contingents de production? Veuillez fournir le fondement juridique de cette condition.

Réponse

Il n'y a pas de contingent de production pour les producteurs de betteraves sucrières. Le Ministre de la politique agricole fixe chaque année les quantités minimales de betteraves sucrières devant être produites pour la production de sucre dans le cadre des contingents A et B (article 2.5 de la Loi ukrainienne n° 758). Oui, les betteraves doivent être achetées dans le cadre des contingents de production des transformateurs comme le dit clairement la définition déjà citée du "prix minimum des betteraves sucrières".

Question n° 5

Les prix minima pour les betteraves sucrières sont-ils payables par les transformateurs sans aucune condition? C'est-à-dire doivent-ils être payés par les transformateurs pour toutes les betteraves offertes par les producteurs, qu'elles soient ou non nécessaires pour remplir les contingents des producteurs et des transformateurs? Veuillez fournir le fondement juridique s'y rapportant.

Réponse

Le prix minimum des betteraves sucrières payé par les transformateurs s'applique aux volumes des ventes destinées à la production des quantités de sucre des contingents A et B qui doivent être livrés sur le marché national entre le 1^{er} septembre de l'année en cours et le 1^{er} septembre de l'année suivante pour répondre aux besoins intérieurs.

Question n° 6

Nous ne pouvons pas trouver dans l'annexe 1 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5 de référence à la Résolution n° 494-p du 29 août 2002 sur les mesures visant à assurer l'approvisionnement du marché intérieur en sucre national et la protection contre les importations non autorisées ou à l'Ordonnance n° 335 du 17 octobre 2002.

Veillez en fournir des traductions en anglais au Secrétariat, aux fins d'examen par le Groupe de travail et d'inclusion dans la liste de l'annexe 1.

Réponse

L'Ukraine établira des traductions en anglais des documents mentionnés et les communiquera au Secrétariat.

Question n° 7

Veillez fournir des précisions sur les contingents d'importation qui ont existé pour le sucre de canne brut et indiquer quand ils ont été éliminés et quel en est le fondement juridique.

Réponse

Le contingent d'importation de sucre (PN FEA Code 17.01 et 17.02) a été fixé en 1994 en application de la Résolution n° 1046 du Conseil des ministres du 17 décembre 1993. Aucun contingent d'importation n'a été utilisé par la suite.

Question n° 8

Veillez préciser la date à laquelle des prix minima à l'importation de sucre de canne brut ont été imposés pour la dernière fois et quand ils ont été éliminés, et indiquer le fondement juridique s'y rapportant.

Réponse

L'Ukraine n'a jamais imposé de prix minima à l'importation de sucre de canne brut.

- **Change et paiements**

Question n° 9

Nous faisons référence à la réponse de l'Ukraine à la question n° 1 du document WT/ACC/UKR/114. La prescription selon laquelle les devises achetées doivent être fournies par un résident, conformément aux obligations qui lui sont faites, à un non-résident dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date à laquelle leur montant a été déposé sur le compte en devises du résident constitue une restriction concernant la date à laquelle le paiement d'importations peut être fait à partir d'un compte en devises. Comme il n'existe pas de

restriction équivalente pour le paiement de produits d'origine nationale, cette prescription pénalise les importations et constitue un obstacle au commerce.

Veillez indiquer dans le projet de rapport comment cette prescription va être éliminée.

Réponse

À l'heure actuelle, l'article 3 de la Loi ukrainienne n° 185/94-BP du 23 septembre 1994 sur les procédures applicables aux paiements en devises dit que "les résidents qui achètent des devises auprès de banques agréées en vue de remplir leurs obligations à l'égard de non-résidents sont tenus d'en transférer le montant dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date à laquelle ce montant a été crédité sur le compte bancaire en devises de ces non-résidents".

Cette règle n'est pas incompatible avec les prescriptions du GATT puisqu'elle ne limite en aucune manière les droits des résidents d'exercer des activités économiques avec l'étranger et n'a pas d'influence en soi sur les conditions de paiement des marchandises importées par des résidents. Lorsqu'ils effectuent des paiements au titre de contrats d'importation conclus avec des non-résidents, les résidents peuvent respecter les conditions de paiement spécifiées dans ces contrats en payant soit avec leurs propres devises soit avec des devises achetées antérieurement.

La règle prescrivant que les résidents transfèrent les devises achetées au bénéfice d'un non-résident dans un délai de cinq jours est l'un des instruments destinés à encourager la rigueur financière dans les entreprises commerciales et à prévenir une utilisation irrationnelle des devises et des transactions spéculatives éventuelles avec celles-ci. Grâce à elle, la Banque nationale d'Ukraine dispose d'un moyen supplémentaire pour influencer la situation du marché national des changes afin d'en assurer la stabilité ce qui, à son tour, constitue un facteur positif pour les résidents exerçant des activités économiques avec l'étranger.

- Politique des prix

Question n° 10

Nous faisons référence au tableau 2 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5 (pages 87 à 89) et nous notons l'importance de la collecte d'informations complètes sur la réglementation des prix. Veuillez modifier ce tableau en fonction des indications suivantes:

Le tableau doit inclure tous les produits dont le prix est réglementé et couvrir tous les règlements à tous les échelons du gouvernement.

Outre les réglementations de prix citées dans le tableau 2, veuillez donner des précisions sur les mesures qui s'appliquent (ou s'appliquaient encore récemment) aux prix des produits cités ci-après ainsi que ceux non inclus ou cités ci-dessous:

viande d'animaux de l'espèce bovine, lait, beurre, fromage, céréales alimentaires, céréales fourragères, produits céréaliers, y compris les gruaux, farine, pâtes, pain, biscuits, autres produits de la boulangerie, graines de tournesol, huiles végétales, saucisses bouillies, betteraves sucrières, betteraves sucrières sous contingent de production (si différent), sucre raffiné (ou blanc), sucre raffiné (ou blanc) sous contingent de production (si différent), charbon, coke, gaz naturel, métaux.

Réponse

Veillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 11

Les produits assujettis à un prix indicatif minimum à l'exportation doivent aussi être inclus, avec les indications appropriées dans toutes les colonnes.

Réponse

Veillez vous reporter au tableau 18 pour plus de précisions.

Question n° 12

Les produits exportés ou importés dans le cadre de contingents, y compris ceux inscrits dans le cadre de "régimes spéciaux" ou d'accords intergouvernementaux, doivent être inclus si leur prix est différent du cours mondial (par exemple exportations de sucre raffiné dans le cadre du contingent B, importations récentes de blé au titre d'accords intergouvernementaux), avec les indications appropriées dans toutes les colonnes.

Réponse

Le sucre sous contingent B est exporté à des prix déterminés dans le cadre d'accords internationaux. Les volumes de sucre destinés à l'exportation sont déterminés indépendamment par les producteurs une fois qu'ils ont rempli leurs obligations au titre des contingents A et B. Les prix sont également déterminés indépendamment par les propriétaires en tenant compte des cours mondiaux.

Question n° 13

Veillez fournir toutes les précisions sur la réglementation des prix par les gouvernements au niveau sous-central avec les indications correspondant à toutes les colonnes.

Réponse

Veillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 14

Veillez fournir les codes du SH pour tous les produits, sans exclure les codes du SH pour les betteraves sucrières et le sucre raffiné.

Réponse

Veillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 15

Veillez présenter dans l'ordre numérique des codes du SH les produits dont le prix est réglementé.

Réponse

Veillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 16

Lorsqu'un même produit est soumis à plus d'une mesure de prix, il faut inscrire chaque mesure de prix sur une ligne différente.

Le sucre raffiné est-il soumis à plus d'une mesure de prix (par exemple prix d'intervention et prix minimum obligatoire)?

Réponse

Le prix du sucre n'est assujéti qu'à une seule mesure: les prix minima (prix de soutien) du sucre tels qu'ils sont fixés par le Conseil des ministres de l'Ukraine.

Question n° 17

La troisième colonne doit contenir plus de précisions sur la nature de la réglementation des prix.

Par exemple, dans le cas du sucre raffiné, l'Ukraine devrait préciser que le prix de gros du sucre raffiné est assujéti à un prix minimum et fournir des informations appropriées quant à son application.

Réponse

Pour le sucre, le prix minimum s'applique au sucre produit et vendu dans les limites du contingent A et ce contingent est la quantité maximum de sucre devant être fournie sur le marché intérieur du 1^{er} septembre de l'année en cours jusqu'au 1^{er} septembre de l'année suivante pour répondre aux besoins intérieurs.

Question n° 18

L'Ukraine devrait préciser que les betteraves sucrières sont assujétiées à des prix minima obligatoires et fournir les informations appropriées quant à leur application.

Réponse

Le prix minimum des betteraves sucrières s'applique aux volumes de betteraves sucrières vendus à des fins de production de sucre dans les limites des contingents A et B.

Question n° 19

Le soutien du prix du marché fourni aux producteurs de betteraves sucrières par le biais d'achats d'intervention de sucre raffiné et qui a des répercussions sur le prix de tout le sucre raffiné vendu et acheté sur le marché intérieur devrait être notifié en ce qui concerne le sucre raffiné et devrait être indiqué séparément des prix minima obligatoires du sucre raffiné et des betteraves sucrières.

Réponse

Le sucre et les betteraves sucrières ne sont assujétiés qu'à une seule mesure de soutien des prix – celle des prix minima (prix de soutien) du sucre et des betteraves sucrières qui sont fixés par le Conseil des ministres de l'Ukraine.

Question n° 20

Lorsque la réglementation des prix est temporaire ou n'est plus en vigueur, veuillez indiquer la date réelle ou prévue à laquelle la réglementation est tombée ou va tomber en désuétude.

Réponse

Veuillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 21

La quatrième colonne doit indiquer les organismes publics qui sont chargés d'appliquer la réglementation des prix ainsi que les organismes chargés d'approuver la réglementation (s'ils sont différents).

Réponse

Veuillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 22

La cinquième colonne doit indiquer les lois, réglementations et décisions facilitant la mise en œuvre des textes normatifs, ainsi que les textes normatifs dans le cadre desquels la réglementation des prix est établie.

Par exemple, quelles lois, réglementations et décisions portent sur les prescriptions en matière d'enregistrement, d'inspection, de certification ou d'approbation ainsi que sur la surveillance associée à la réglementation des prix?

Réponse

Veuillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions.

Question n° 23

Nous notons que le gouvernement central délègue à des autorités locales certaines compétences en matière de fixation des prix. Veuillez indiquer ces délégations de pouvoir de manière appropriée dans le tableau 2, même lorsque des mesures ne sont pas appliquées pour l'instant en matière de prix.

Réponse

Veuillez vous reporter aux tableaux 1 et 2 pour plus de précisions. Ces délégations sont de nature limitée et portent sur les marchandises et services de grande importance sociale ou sur les monopoles naturels, par exemple les services de transports locaux, les ressources énergétiques pour la population, les services du budget des institutions médicales, les services d'approvisionnement en eau et de voirie.

Question n° 24

Veuillez communiquer au Secrétariat, aux fins d'examen par le Groupe de travail, des traductions en anglais des textes normatifs et autres instruments juridiques inscrits dans la

cinquième colonne qui n'ont pas encore été communiqués et, dans un deuxième temps, les inclure dans la liste de l'annexe 1 du projet de rapport.

Réponse

L'Ukraine communiquera au Secrétariat du Groupe de travail des traductions en anglais des textes normatifs concernant la réglementation des prix dans la mesure où cela n'a pas encore été fait.

Question n° 25

Le prix minimum obligatoire du sucre raffiné s'applique-t-il à tous les achats et toutes les ventes de sucre raffiné en Ukraine ou seulement aux achats et ventes liés au contingent A?

Réponse

L'article premier de la Loi ukrainienne n° 758 du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre contient la définition ci-après de l'expression "prix minimum du sucre": "le prix minimum du sucre est le prix minimum utilisé au moment de la conclusion d'accords de vente et d'achat sur le marché intérieur dans les limites du contingent A".

Question n° 26

Le prix minimum obligatoire des betteraves sucrières s'applique-t-il à tous les achats des transformateurs sucriers ou uniquement aux achats des transformateurs et seulement aux ventes réalisées par les producteurs de betteraves à sucre dans le cadre du contingent A?

Réponse

Oui, comme le précise l'article premier déjà cité de la Loi n° 758.

Question n° 27

Les notifications de soutien interne de l'Ukraine indiquent que les producteurs de betteraves sucrières ont bénéficié d'un soutien des prix du marché par le biais d'achats d'intervention du sucre raffiné en 1994, 2000, 2001 et 2002. Nous croyons cependant savoir que pendant ces années ainsi que pendant les années intermédiaires et les années suivantes, des prix minima obligatoires ont également été appliqués pour le sucre raffiné et les betteraves sucrières.

Est-ce correct? Dans la négative, l'Ukraine pourrait-elle indiquer durant quelles années, à partir de 1994, des prix minima obligatoires ont été appliqués et durant quelles années ils ne l'ont pas été?

Réponse

Non, ce n'est pas correct. Des prix minima (ou prix de soutien) ont été introduits en 1999 pour le sucre et les betteraves sucrières par la Loi ukrainienne n° 758 du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre. Dans les tableaux ACC/4, la production de sucre à des prix minima prise en compte dans le calcul du soutien des prix du marché pendant les années 2000 à 2002 représente le volume réel de sucre raffiné produit à partir de betteraves à sucre parce que le volume du contingent A avait été fixé à un niveau supérieur à celui de la production effective. Avant, en 1994, l'État fixait le prix d'achat des betteraves à sucre qui étaient achetées dans le cadre des commandes de l'État. Entre 1994 et juin 1999, il n'y a pas eu de prix administratif pour les betteraves sucrières ou le sucre.

Question n° 28

La manière dont les prix minima obligatoires ont été appliqués a-t-elle changé en quoi que ce soit? Par exemple, le système des contingents A, B et C introduit en 2002 a-t-il affecté les modalités d'application des prix minima obligatoires? Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions.

Réponse

Non, la manière dont les prix minima obligatoires ont été appliqués n'a en rien changé.

Question n° 29

Le prix du sucre raffiné tombe-t-il souvent bien en dessous du minimum obligatoire? Dans l'affirmative, nous aimerions avoir plus de précisions. Les prix minima sont-ils appliqués seulement pour une durée limitée, à l'expiration de laquelle ils peuvent chuter en dessous du minimum? D'autres facteurs interviennent-ils? Veuillez fournir des précisions.

Réponse

En règle générale, le prix de gros du sucre en Ukraine est au niveau du prix minimum ou supérieur à ce minimum. Pendant l'automne 2003, pendant un certain temps, les prix sont tombés en dessous du minimum du fait de l'importation de quantités considérables de sucre de canne brut. En application de l'article 9 de la Loi n° 758, en cas de vente de sucre à un prix inférieur au prix minimum, le transformateur (raffinerie de sucre) est passible d'une amende d'un montant égal au double du prix du sucre qui a été vendu en contravention des procédures prescrites.

Question n° 30

Est-ce que l'Ukraine recueille ou publie des séries de données sur les prix réels du sucre raffiné et des betteraves sucrières (par exemple pour obtenir des estimations hebdomadaires ponctuelles), différentes des prix minima fixés conformément à la législation?

Réponse

Des agences d'information telles que l'association "Ukrsubor" (www.ukrsugar.kiev.ua) et la S.A.R.L. "Agraryka" (www.agroperspectiva.com) recueillent et publient des séries de données sur le prix réel du sucre sur une base hebdomadaire. Ces informations sont payantes. Le Comité des statistiques de l'État de l'Ukraine publie des statistiques sur les prix des betteraves sucrières, qui donnent un total cumulatif mensuel à compter du début de l'année civile, mais le prix moyen publié n'est pas seulement celui payé par les transformateurs mais par la population, obtenu par le biais des salaires et d'autres moyens.

Question n° 31

L'Ukraine pourrait-elle fournir une série de données sur les estimations de prix réels et de prix minima pour le sucre raffiné et les betteraves sucrières (estimations hebdomadaires ponctuelles des prix réels) et indiquer la source de ces données?

Réponse

Ces informations peuvent être obtenues sur les sites Web indiqués ci-dessus.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

A. RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS

- Tarif douanier

Question n° 32

Nous notons avec inquiétude le risque de discrimination que présente la désignation des produits dans la nomenclature tarifaire de l'Ukraine fondée sur l'origine géographique. Nous ne pourrions pas accepter l'adoption d'une liste de produits dans laquelle la portée de certaines concessions envisagées a pour objet d'assurer l'exclusion *a priori* de certains Membres du bénéfice de ces concessions. Des dérogations au traitement de la nation la plus favorisée sont autorisées dans le cadre de l'OMC à condition que soient observées les dispositions de l'article XXIV du GATT, du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT et de la Clause d'habilitation. Il n'existe aucune autre base juridique justifiant une dérogation permanente au traitement de la nation la plus favorisée pour ce qui est des engagements au titre de l'article II du GATT sur les droits de douane.

Nous aimerions avoir des précisions sur la manière dont la nomenclature du tarif douanier ukrainien est appliquée.

Quel est le fondement juridique et quels sont les critères légaux utilisés par les autorités douanières ukrainiennes pour décider si des produits importés relèvent ou non de lignes du tarif national dans les cas où la composition des lignes tarifaires se fonde sur l'origine géographique (par exemple certaines lignes tarifaires des sous-positions du SH 0406 90 ou 2104 21)?

Réponse

En application de la Loi ukrainienne n° 2371-III du 5 avril 2001 sur le tarif douanier de l'Ukraine, la nomenclature des marchandises du tarif douanier inclut les positions suivantes contenant des noms géographiques: 0406 90, 2204 21 et 2204 29.

Les positions 0406 90 (fromages, Emmentaler, Gruyère, Sbrinz, Bergkese, Appenzel, Fromage de Fribourg, Vacherin Mont d'Or, Tête de moine, Cheddar, etc. inclus) sont classées sans tenir compte de l'origine géographique des produits.

Dans les positions des produits: en application de la note additionnelle 5 du groupe 22, les classifications 2204 21 et 2204 29 (vins, y compris les vins d'Alsace, de Bordeaux, de Bourgogne, du Beaujolais, etc.) tiennent compte de l'origine géographique des vins de haute qualité produits dans certaines régions des pays des CE.

De plus, dans les sous-positions 0406 90, 2204 21 et 2204 29 du tarif douanier ukrainien, le classement au niveau des septième et huitième chiffres est le même que celui des nomenclatures combinées des CE en application du paragraphe 4 de la Résolution n° 1863 du Conseil des ministres du 12 décembre 2002 sur l'adoption des procédures de maintien de la classification ukrainienne des marchandises faisant l'objet d'activités économiques extérieures (UKTZED).

Conformément à cette résolution, la nomenclature des produits du tarif douanier ukrainien doit être modifiée pour s'aligner sur les modifications introduites dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises de l'Organisation mondiale des douanes et dans les nomenclatures combinées des CE.

Question n° 33

Des statistiques d'importation sont-elles recueillies pour ces lignes tarifaires? Dans l'affirmative, veuillez les fournir pour une année récente.

Nous croyons savoir qu'il existe des lignes du tarif national pour ces sous-positions qui, d'après les désignations des produits, semblent fondées sur l'origine mais pour lesquelles des critères de l'origine ne sont pas utilisés lors de l'importation.

Veuillez confirmer si cela est correct.

Réponse

Les droits de douane à l'importation sont approuvés par la Loi n° 2371-III du 5 avril 2001 sur le tarif douanier de l'Ukraine. De plus, en application de la législation appropriée et notamment de l'article 8 "droits d'importation" de la Loi ukrainienne n° 2097-XII du 5 février 1992 sur le tarif douanier unique, et comme dans tous les pays, les droits d'importation varient en fonction de l'origine des marchandises, notamment de celles en provenance de pays ne bénéficiant pas du régime NPF et des partenaires commerciaux avec lesquels l'Ukraine a passé des accords d'union douanière ou de libre-échange.

Question n° 34

L'origine est prise en compte lors de l'application de mesures tarifaires et non tarifaires sur les importations en Ukraine et des statistiques sont collectées lors des formalités douanières.

La détermination du pays d'origine des marchandises se fonde sur les critères énoncés dans le Code des douanes n° 92-IV du 11 juillet 2002 sous réserve des règles de pratique et principes internationaux.

L'Ukraine respecte donc ses engagements internationaux et continuera à le faire dans le cadre des engagements qu'elle prendra lors de son accession à l'OMC.

Si cela est correct, quelles sont ces lignes tarifaires et pourquoi sont-elles incluses dans la nomenclature tarifaire ukrainienne?

Des statistiques d'importation sont-elles collectées pour les lignes qui incluent des précisions sur le pays d'origine? Dans l'affirmative, veuillez les fournir pour une année récente.

Réponse

L'Ukraine prépare les informations demandées et les fournira avant la prochaine réunion du Groupe de travail.

- **Contingents et exemptions tarifaires**

Question n° 35

Tout rapport du Groupe de travail doit inclure des informations appropriées sur toutes les politiques affectant le commerce, pas seulement certaines d'entre elles, et des réponses et des engagements appropriés sont nécessaires pour donner suite aux questions posées par les Membres. La réponse à la question n° 26 du document WT/ACC/UKR/114 n'est donc pas

satisfaisante. L'absence de réponse à notre demande de renseignements figurant au paragraphe 55 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5 n'est pas satisfaisante non plus. Pour bien souligner l'importance de cette question, nous notons ce qui suit:

Des contingents tarifaires pour le sucre de canne brut font partie intégrante des politiques de l'Ukraine affectant le commerce du sucre depuis 2003.

Au moins un arrangement va s'appliquer au sucre de canne brut en 2004 et peut-être pendant les années suivantes.

L'Ukraine envisage de consolider un contingent tarifaire pour le sucre de canne brut dans le cadre de l'OMC.

Dans la liste de l'annexe 1, nous ne trouvons aucun instrument juridique portant sur l'établissement et l'administration de contingents tarifaires y compris pour le sucre, pendant les années 2002, 2003 ou 2004.

Nous demandons que des traductions en anglais de tous ces instruments soient communiquées au Secrétariat, aux fins d'examen par le Groupe de travail et d'inclusion dans l'annexe 1.

Réponse

L'Ukraine a complété la réponse figurant dans le document WT/ACC/UKR/114 avec les éléments du document WT/ACC/UKR/118 et les informations fournies ci-dessus. L'Ukraine va établir les traductions en anglais des documents mentionnés et les communiquera au Secrétariat.

Question n° 36

Nous croyons savoir que l'Ukraine a récemment attribué au moins un contingent tarifaire de sucre par adjudication.

Nous voudrions avoir toutes les précisions voulues sur cet arrangement.

Réponse

L'attribution du contingent tarifaire de 2004 s'est faite conformément à la Résolution du Conseil des ministres n° 619 du 12 mai 2004 sur les mesures visant la vente des contingents d'importation de sucre de canne brut en Ukraine en 2004. En application de cette résolution, une adjudication a été organisée le 22 juin 2004 pour vendre des contingents de sucre de canne brut importé en Ukraine.

Question n° 37

Nous notons que l'objet d'un contingent tarifaire est d'ouvrir l'accès d'un certain volume d'importation à un taux de droit inférieur au taux de droit hors contingent. Le taux de droit inférieur au taux de droit hors contingent est le taux de droit contingentaire. Cependant, nous notons aussi que l'adjudication d'une telle quantité d'importation entraîne un droit additionnel sous la forme d'un prix d'adjudication et que ce prix peut constituer une partie importante de la différence, voire dans certains cas pratiquement toute la différence, entre le taux hors contingent et le taux contingentaire. En conséquence, ce droit additionnel annule les avantages de l'arrangement. Nous ne pensons pas que l'adjudication de contingents soit conforme aux engagements que l'Ukraine doit prendre en ce qui concerne les taux de droit

contingentaire susceptibles d'être établis au titre de l'article II du GATT de 1994, étant donné qu'il existe des méthodes moins restrictives du commerce pour l'attribution de contingents.

Réponse

Le Ministère de la politique agricole ukrainienne a élaboré un projet de loi sur l'établissement d'un contingent tarifaire à l'importation de sucre de canne brut en Ukraine qui, entre autres choses, prévoit l'importation en Ukraine, à compter de la date d'accession de l'Ukraine à l'OMC, de 260 000 tonnes de sucre brut par an à un taux de droit contingentaire de 2 pour cent. La Verkhovna Rada d'Ukraine examine actuellement ce projet de loi. Les dispositions concernant l'administration de ce contingent ont été communiquées au Secrétariat de l'OMC (document WT/ACC/UKR/110/Add.1 du 24 octobre 2002, cote interne WTO – 02-5866, Réglementation concernant la répartition du contingent tarifaire à l'importation de sucre de canne brut en Ukraine – annexe 10). Ce projet de loi est conforme à l'Accord de l'OMC. Il ne contient pas de disposition pour l'adjudication d'un contingent tarifaire.

Question n° 38

Nous demandons donc à l'Ukraine de convenir qu'à compter de la date de son accession elle ne conservera, n'appliquera ni ne rétablira un système d'adjudication comme méthode d'attribution de contingents tarifaires pour quelque produit que ce soit et qu'elle attribuera les contingents tarifaires conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC.

Réponse

L'Ukraine prend note. Comme il est dit plus haut, le projet de règlement qui a été soumis au Secrétariat de l'OMC n'envisage pas l'adjudication comme méthode d'attribution des contingents tarifaires et il est conforme aux prescriptions de l'Accord de l'OMC.

Question n° 39

Nous notons que les prix d'adjudication minima récemment utilisés pour les contingents tarifaires de sucre étaient à des niveaux sensiblement inférieurs à ceux auxquels le prix de vente interne de ces exportations pouvait tomber et étaient donc incompatibles avec les dispositions de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Nous demandons à l'Ukraine de fournir des précisions sur les prix d'adjudication minima récemment appliqués pour les contingents tarifaires de sucre attribués par adjudication.

Réponse

En 2003, deux adjudications ont été organisées pour attribuer le contingent tarifaire de sucre de canne brut. Lors de la première, qui s'est tenue le 15 juillet 2003, le prix initial était de 50 000 euros par lot et le prix moyen des lots vendus a été de 767 125 euros. Pour la deuxième adjudication, le 10 août 2003, le contingent tarifaire de sucre de canne brut à vendre était de 360 000 tonnes de sucre de canne. Le prix minimum initial de chaque lot (10 000 tonnes) avait été fixé à 590 000 euros. Le montant du prix initial dépend du taux du droit d'importation fixé dans les limites du contingent à vendre.

Question n° 40

Nous demandons à l'Ukraine de convenir qu'à compter de la date de son accession elle ne conservera, n'appliquera ni ne rétablira des prix minima ou d'autres mesures qui ont dû être transformées en droits de douane dans le Cycle d'Uruguay.

Réponse

L'Ukraine prend note.

- **Redevances et impositions pour services rendus**

Question n° 41

Nous remercions l'Ukraine de sa réponse à la question n° 28 du document WT/ACC/UKR/114. Nous espérons cependant que l'Ukraine fera plus que "tout en son pouvoir" pour respecter les prescriptions de l'article VIII du GATT de 1994. L'Ukraine va devoir préciser comment et quand elle va remplacer les redevances *ad valorem* par des redevances fixes. Nous nous attendons à ce que la législation de l'Ukraine soit conforme aux dispositions de l'article VIII au moment de son accession.

Réponse

Les informations demandées ont été fournies dans le document WT/ACC/UKR/118 en réponse aux questions n° 60 et 140 et dans les annexes 2 et 3.

Question n° 42

[À compter de la date d'accession, toutes redevances et impositions appliquées par l'Ukraine pour services rendus ou en rapport avec l'importation ou l'exportation seront conformes aux dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, en particulier celles des articles I^{er}, V, VIII, X et XI du GATT de 1994.]

L'Ukraine voit-elle des objections à l'élimination des crochets qui entourent le paragraphe 59 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5?

Réponse

L'Ukraine ne voit aucune objection à l'élimination des crochets qui entourent le paragraphe 59 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5.

- **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Question n° 43

Les réponses aux questions n° 35 et 36 du document WT/ACC/UKR/114 sur les "mécanismes spéciaux de paiement de la TVA par les entreprises agricoles" ne sont pas satisfaisantes. Nous espérons que ces mécanismes seront éliminés d'ici à la date d'accession. Cela est indispensable pour assurer la conformité avec l'article III du GATT. L'article 6 de l'Accord sur l'agriculture ne prévoit pas de raison pour le manque de conformité de ces mesures avec l'article III du GATT.

Veuillez fournir toutes les précisions voulues sur la manière dont l'Ukraine envisage d'éliminer ces mécanismes.

Réponse

En application de la Loi ukrainienne sur la prolongation de l'effet de certaines dispositions de la Loi n° 1352-IV du 28 novembre 2003 relative à la taxe sur la valeur ajoutée, la durée de validité des mécanismes spéciaux de paiement de la TVA par les entreprises agricoles ukrainiennes a été prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 2005.

En Ukraine, la TVA frappe tous les produits agricoles qui sont vendus par des entreprises agricoles, et elle est également acquittée par ces mêmes entreprises lorsqu'elles achètent des intrants. Autrement dit, les produits agricoles vendus sur le marché intérieur sont assujettis à la TVA (le taux de la TVA est égal à 20 pour cent) tout comme le sont les produits agricoles importés (dont le taux de TVA est également de 20 pour cent). Cela est conforme à l'article III du GATT.

Deux mécanismes spéciaux de paiement de la TVA par les entreprises agricoles, qui ne constituent pas en soi des exemptions de paiement de la TVA, sont appliqués en Ukraine. Dans le cadre de ces deux mécanismes spéciaux de paiement de la TVA par 1) les entreprises de transformation de la viande et du lait et 2) les entreprises agricoles, la TVA à 20 pour cent n'est pas versée directement au budget mais sur des comptes bancaires distincts. Les fonds provenant de la TVA ainsi accumulés sont ensuite utilisés pour subventionner les producteurs de produits agricoles de base. Cela est conforme à l'article III du GATT.

Ces types de soutien interne par le biais de la TVA, où la TVA sert de source de financement à cause de la rareté des fonds pour le soutien agricole dans le budget de l'État, sont régis par l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et le paragraphe 2 de l'Annexe 3 à cet accord. En application de ces dispositions de l'Accord, les subventions incluent les dépenses budgétaires et les recettes sacrifiées par les pouvoirs publics ou leurs agents au bénéfice des producteurs agricoles.

- Discrimination dans la taxation intérieure

Question n° 44

Au paragraphe 62 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5, l'Ukraine dit envisager de conserver un droit d'accise discriminatoire sur certains produits jusqu'au 1^{er} janvier 2007 alors qu'elle souhaite probablement accéder avant cette date. Nous n'appuyons pas cette demande de transition portant sur un aspect aussi important du GATT que le traitement national.

Nous aimerions avoir une explication complète de la manière dont l'Ukraine va faire en sorte que toutes les impositions intérieures, et plus spécialement la TVA et le droit d'accise, appliquées à toutes les marchandises et à tous les services achetés ou vendus sur son territoire soient entièrement conformes aux dispositions de l'OMC concernant la non-discrimination. Nous nous attendons à une totale conformité d'ici à la date d'accession.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a confirmé qu'à compter de la date d'accession, son pays appliquerait ses impositions intérieures, y compris les droits d'accise et la taxe sur la valeur ajoutée, en totale conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC, notamment les articles I^{er} et III du GATT de 1994, d'une manière non discriminatoire aux importations provenant de tous les Membres de l'OMC et aux marchandises produites sur le territoire national, à l'exception des automobiles jusqu'au 1^{er} janvier 2008.]

- **Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences d'importation**

Question n° 45

S'agissant de la réponse à la question n° 38 du document WT/ACC/UKR/114, quelles sont exactement les "mesures spéciales" dont parle l'Ukraine? Entrent-elles dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes?

Réponse

Les mesures spéciales s'inscrivent dans la ligne de l'Accord sur les sauvegardes. Elles sont régies par la Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine.

Question n° 46

Nous reconnaissons que l'effet de l'engagement demandé à la question n° 39 du document WT/ACC/UKR/114 s'est répercuté sur l'engagement du paragraphe 75 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5.

Nous pourrions accepter l'élimination de la formulation répétitive du paragraphe 73. Nous demandons cependant à l'Ukraine d'intégrer dans ce paragraphe la réponse apportée par elle à la deuxième phrase de la question n° 39 concernant les problèmes évoqués dans cette question.

Réponse

L'Ukraine prend note.

Question n° 47

Nous demandons aussi à l'Ukraine d'ajouter dans le paragraphe 73 qu'elle s'engage, à compter de la date de son accession, à ne pas conserver, appliquer ou rétablir des contingents ou d'autres restrictions quantitatives à l'importation de bétail qui ne pourraient être justifiées au regard des règles de l'OMC.

Réponse

L'Ukraine prend note.

Question n° 48

S'agissant de la liste donnée en réponse à la question n° 43 du document WT/ACC/UKR/114, les licences d'importation ne semblent pas être automatiques au sens des articles 1^{er} et 2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Il reste donc à préciser quelles sont les prescriptions en matière de formalités de licences d'importation automatiques qui existent. Nous demandons à l'Ukraine de fournir ces précisions dans un tableau, si tant est que de telles prescriptions existent.

Réponse

L'approbation préalable n'est pas automatique. Dans ces conditions, les marchandises devant faire l'objet de l'approbation préalable dont il s'agit dans la question n° 43 du document WT/ACC/UKR/114 sont assujetties à un régime de licences non automatiques.

Question n° 49

Il semble aussi exister d'autres mesures de licences non automatiques associées à l'application de mesures non tarifaires, telles que l'obligation d'obtenir un permis mentionnée dans la réponse à la question n° 43 du document WT/ACC/UKR/114.

Nous demandons donc à l'Ukraine de fournir des informations complètes et détaillées, sous forme de tableau, concernant toutes les mesures non tarifaires à l'importation, y compris celles appliquées sous la forme de licences d'importation non automatiques et sans exclure les mesures tombant sous le coup de la note 1 de l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (par exemple l'obligation d'obtenir un permis). Ces informations devraient être fournies pour toutes les mesures appliquées à partir de 2002.

Nous demandons que ce tableau comporte des colonnes séparées pour:

- **le code tarifaire des produits;**
- **la désignation des produits;**
- **une description de la mesure, y compris son objet;**
- **l'entité (les entités) chargée(s) de l'application de la mesure;**
- **toutes les lois, réglementations et décisions relatives à la mesure; et**
- **sa justification au regard de l'OMC ou la date de son élimination.**

Réponse

Dans la réponse à la question n° 43 du document WT/ACC/UKR/114, le terme "permis" désignait l'"autorisation préalable" de certains ministères requise pour la délivrance d'une licence par le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne. Lorsque des licences sont nécessaires, le MEIE les délivre automatiquement une fois que les organes administratifs compétents ont donné leur approbation.

L'Ukraine a fourni régulièrement des informations sur les mesures à la frontière concernant les importations. Elles sont spécifiées dans de nombreux documents précédents concernant l'accession de l'Ukraine et celle-ci n'a pas connaissance qu'il manque des informations ou des précisions dans ce domaine. Elle est cependant prête à fournir toutes informations complémentaires sur les mesures à la frontière en vigueur en réponse à toutes autres questions qui n'auraient pas reçu de réponse.

Question n° 50

Toutes les restrictions à l'importation appliquées durant cette période doivent être indiquées, y compris:

- **toute interdiction à l'importation imposée pour quelque raison que ce soit;**

Réponse

Il n'y a pas d'interdiction à l'importation.

- **tout contingent d'importation de sucre ou d'autre produit, y compris ceux prescrits ou établis dans le cadre juridique d'accords intergouvernementaux, les "régimes spéciaux" ou autres accords régionaux préférentiels de commerce;**

Réponse

À l'heure actuelle, des contingents d'importation sont appliqués dans deux cas:

- des mesures de sauvegarde sont prises conformément à la Loi n° 3332-XIV de 1998 (voir le tableau 3 ci-après); et
 - des contingents d'importation de certains produits alimentaires en provenance de l'ex-République yougoslave de Macédoine sont appliqués en vertu de l'accord de libre-échange signé le 18 janvier 2001 entre l'Ukraine et l'ex-République yougoslave de Macédoine.
- **tout contingent tarifaire appliqué;**

Réponse

Les seuls contingents tarifaires couramment appliqués sont ceux sur le sucre de canne brut et les bouteilles en verre transparent (voir le tableau 4 ci-après).

- **tous les prix minimaux à l'importation, sans exclure les prix minimaux pour l'adjudication d'un contingent tarifaire;**

Réponse

Il n'y a pas de prix minimum à l'importation.

Des prix minimaux sont appliqués uniquement pour la vodka et les articles à base de vodka vendus sur le marché de consommation intérieur de l'Ukraine, au niveau du gros et du détail.

En 2003, le prix de départ pour l'adjudication des contingents tarifaires de sucre de canne brut importé avait été fixé à 600 000 euros par lot (de 10 000 tonnes).

- **toutes les prescriptions en matière de licences d'importation, y compris celles utilisées pour appliquer une restriction à l'importation;**

Réponse

À l'heure actuelle, des licences d'importation sont utilisées pour:

- administrer des mesures de sauvegarde sur les marchandises inscrites au tableau 3 ci-après; et
- administrer les importations d'une courte liste de marchandises (voir le tableau 5). Certaines marchandises inscrites à ce tableau doivent faire l'objet de l'approbation préalable de certains ministères sectoriels.

- **toutes les prescriptions en matière d'enregistrement des contrats d'importation;**

Réponse

Il n'y a pas de prescription en matière d'enregistrement des contrats d'importation en Ukraine.

- **toutes les prescriptions d'approbation des importations;**

Réponse

L'article 20 de la Loi ukrainienne n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures stipule que l'importation de marchandises reprises dans le tableau 6 ci-après est soumise à l'autorisation du Conseil des ministres sur le consentement des comités compétents de la Verkhovna Rada (Parlement) d'Ukraine.

L'article 10 de la Loi n° 619-XIV du 5 mai 1999 sur les déchets métalliques prescrit que l'importation de déchets métalliques doit être approuvée par l'autorité administrative chargée de la protection de l'environnement naturel de la localité où les déchets métalliques seront transformés (voir le tableau 6 ci-après).

- **toutes les prescriptions subordonnant l'importation d'un produit à son traitement pour l'exportation;**

Réponse

L'article 3.11 de la Loi ukrainienne n° 758-XIV du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre subordonne la production de sucre fabriqué à partir de matières premières importées à l'exportation hors d'Ukraine de la totalité du volume de produit final.

- **toutes les autres restrictions à l'importation autres que les droits de douane, imposées pour quelque raison que ce soit.**

Réponse

Les règlements de l'Ukraine en matière d'importation sont les suivants:

L'article 2 de la Loi ukrainienne n° 185 du 22 septembre 1994 sur les procédures applicables aux paiements en devises dispose qu'une licence individuelle de la Banque nationale de l'Ukraine est obligatoire pour toutes les opérations d'importation assorties d'un délai de livraison supérieur à 90 jours civils à compter de la date du règlement anticipé ou de la présentation d'une facture au nom du fournisseur des biens exportés (marchandises ou services).

L'article 6 de la Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures prévoit que les opérations de troc réalisées sans paiement passant par des banques entre des entités commerciales exerçant des activités économiques extérieures sont soumises à la délivrance d'une licence par le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne.

L'article 12 de la Loi n° 60/95-VR du 15 février 1999 sur la production de stupéfiants, de substances psychotropes, leurs analogues et leurs précurseurs, et la Résolution du Conseil des ministres n° 146 du 3 février 1997 sur l'adoption de la procédure de délivrance des certificats d'importation en Ukraine et d'exportation hors d'Ukraine de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs exigent un certificat d'importation pour l'importation de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs. Ces certificats sont délivrés par le Comité de contrôle des stupéfiants

relevant du Ministère de la protection de la santé, après approbation préalable du Service de sécurité de l'Ukraine.

L'importation des produits suivants est assujettie à l'obtention d'une licence d'activité: disques à lecture laser, polycarbonates pour la production de disques optiques de stockage d'informations et matériel pour les disques à lecture laser, éléments de protection holographique, stupéfiants, substances psychotropes et précurseurs, cryptosystèmes et moyens de protection cryptographique (pour plus de précisions, voir le tableau 7).

Les licences d'importation pour les produits suivants sont délivrées par le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne: alcool éthylique, cognac et alcools de fruits; boissons alcooliques et produits du tabac (pour plus de précisions, voir le tableau 8).

- **Évaluation en douane**

Question n° 51

Nous aimerions avoir des précisions sur les mesures que l'Ukraine a prises ou envisage de prendre en ce qui concerne les questions suivantes:

- **élaboration du projet de loi prévu pour la modification de la section du Code des douanes portant sur l'évaluation et visant à garantir que les Notes interprétatives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane sont incorporées intégralement dans la législation ukrainienne;**

Réponse

L'Ukraine travaille à une modification du Code des douanes ukrainien. Les Notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane y seront incorporées. Dès que cela sera fait, l'Ukraine fournira au Groupe de travail une copie du projet en question.

- **incorporation dans la législation ukrainienne sur l'évaluation en douane de dispositions permettant un droit d'appel initial auprès d'une autorité de l'administration douanière, conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane;**

Réponse

Les possibilités de faire appel des décisions prises par les douanes sont régies par les dispositions de l'article 393, "Appel de résolutions dans les affaires d'infractions à la réglementation douanière" du Code des douanes de l'Ukraine n° 92-IV du 11 juillet 2002. Veuillez également vous reporter à la réponse à la question n° 93 du document WT/ACC/UKR/118.

- **publication des décisions judiciaires conformément à l'article 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane.**

Réponse

Les modifications du Code des douanes qui sont en cours d'élaboration prévoient l'obligation de publier les décisions judiciaires ou administratives en matière d'évaluation.

À l'heure actuelle, les décisions administratives en matière d'évaluation sont publiées dans les périodiques "Activités douanières", "Courtiers en douane", "Journal des douanes" et "Parallèle

douanier". Les décisions des tribunaux sont quant à elles publiées dans le périodique "Pratiques judiciaires de la Cour suprême de l'Ukraine dans les affaires commerciales".

B. RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS

Question n° 52

Nous demandons à l'Ukraine de fournir toutes les précisions sur les restrictions à l'exportation qu'elle a appliquées depuis 2002, y compris celles qui ne sont plus en vigueur.

Veuillez donc présenter sous forme de tableau des informations détaillées sur toutes les restrictions à l'exportation, qu'elles soient appliquées par le gouvernement central ou au niveau sous-central. Ce tableau devrait comporter les colonnes suivantes:

- **le code tarifaire des produits;**
- **la désignation des produits;**
- **une description de la mesure, y compris son objet;**
- **l'entité (ou les entités) chargée(s) d'appliquer la mesure;**
- **toutes les lois, réglementations et décisions ayant trait à la mesure;**
- **sa justification au regard de l'OMC ou la date de sa suppression.**

Réponse

L'Ukraine a fourni régulièrement des informations sur les mesures en vigueur à la frontière concernant des exportations. Elles sont détaillées dans de nombreux documents d'accession précédents. Plusieurs annexes au présent document énumèrent en détail les diverses mesures applicables à l'exportation, y compris les restrictions à l'exportation.

Question n° 53

Toutes les restrictions à l'exportation appliquées au cours de la période doivent être indiquées, et inclure des précisions concernant:

- **les récentes interdictions d'exporter du maïs et de l'orge;**

Réponse

Il n'y a pas d'interdiction d'exporter du maïs ou de l'orge.

- **toute autre interdiction d'exporter pour quelque raison que ce soit;**

Réponse

L'article 9 de la Loi n° 619-XIV du 5 mai 1999 sur les déchets métalliques interdit l'exportation des produits suivants:

- **matières premières d'échange, alliages de déchets métalliques ferreux, déchets métalliques non ferreux, produits de traitement métallurgique primaire tels que lingots et barres et autres produits semi-ouvrés de cuivre non raffiné (anodes y compris);**
- **déchets métalliques des unités militaires, institutions militaires, établissements d'éducation militaire des Forces armées de l'Ukraine et d'autres organisations militaires;**

- moteurs assemblés de machines, navires, bateaux, matériels militaires, matériel roulant de chemin de fer déclassé en déchet; et
- cuivre raffiné (y compris cathodes, fils, billettes, etc.) et alliages de cuivre non transformés dont la méthode de production et les indicateurs de composition chimique ne correspondent pas aux normes du cuivre ou des alliages de cuivre (laiton, bronze).

Voir le tableau 9.

- **les restrictions appliquées chaque année à l'exportation de sucre du contingent A en dehors de ce contingent;**
- **les contingents d'exportation de sucre au titre du contingent B qui ont été utilisés;**

Réponse

En application de la Loi ukrainienne n° 758 du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre, le Conseil des ministres de l'Ukraine doit fixer chaque année un contingent pour la production de sucre raffiné, qui est réparti comme suit:

- contingent A, pour la consommation interne (vente sur le marché intérieur); et
- contingent B, pour satisfaire les obligations de l'État en matière de fourniture de sucre hors d'Ukraine au titre des traités intergouvernementaux et, le cas échéant, pour remplir le contingent A.

Le contingent C, produit en sus des deux premiers contingents et destiné exclusivement à la vente hors de l'Ukraine par les propriétaires, n'est pas fixé par le gouvernement. Les volumes de sucre destinés à l'exportation sont fixés par les propriétaires de sucre en tenant compte des ressources nécessaires pour satisfaire les obligations au titre des contingents A et B.

- **tous autres contingents à l'exportation, sans exclure ceux prescrits ou établis dans le cadre juridique d'accords intergouvernementaux ou d'accords préférentiels de commerce;**

Réponse

À l'heure actuelle, les produits suivants sont assujettis à des restrictions quantitatives à l'exportation:

- métaux précieux (voir le tableau 10 pour plus de précisions);
- certains produits de base en acier (voir le tableau 11 pour plus de précisions);
- certains produits textiles à destination des États-Unis (voir le tableau 12 pour plus de précisions);
- certains produits de base en acier à destination de pays de l'Union européenne (voir le tableau 13 pour plus de précisions); et

- produits laminés de minerai de fer et d'acier non allié à destination de la Fédération de Russie (voir le tableau 14 pour plus de précisions).

En outre, l'article 12 de la Loi n° 619-XIV du 5 mai 1999 sur les déchets métalliques prévoit qu'en fonction des besoins en déchets métalliques ferreux, le Conseil des ministres peut imposer des restrictions à leur exportation.

- **tous les prix minimaux à l'exportation, sans exclure les prix indicatifs minimaux;**

Réponse

Les prix indicatifs minimaux sont publiés chaque mois par le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne. Les renseignements les plus récents sont disponibles à l'adresse Web suivante: www.ukrdzi.com.ua. Le tableau 18 donne les prix indicatifs minimaux à l'exportation pour le mois de juillet 2004.

- **toutes les prescriptions concernant les licences d'exportation, y compris celles utilisées pour appliquer une restriction à l'exportation;**

Réponse

À l'heure actuelle, des licences sont utilisées pour contrôler l'exportation:

- de métaux précieux (voir le tableau 10 pour plus de précisions);
- de certains produits de base en acier (voir le tableau 11 pour plus de précisions);
- de certains produits textiles à destination des États-Unis (voir le tableau 12 pour plus de précisions);
- de certains produits de base en acier à destination de pays de l'Union européenne (voir le tableau 13 pour plus de précisions);
- de produits laminés de minerai de fer et d'acier non allié à destination de la Fédération de Russie (voir le tableau 14 pour plus de précisions);
- d'une liste de produits (voir le tableau 15; l'exportation de certains produits repris dans ce tableau doit faire l'objet d'une approbation préalable des ministères sectoriels); et
- d'une liste de produits textiles à destination de pays de l'Union européenne (voir le tableau 16 pour plus de précisions).
- **toutes les prescriptions en matière d'enregistrement des contrats d'exportation;**

Réponse

L'article 9 de la Loi n° 619-XIV du 5 mai 1999 sur les déchets métalliques dispose que les contrats d'exportation des déchets métalliques doivent faire l'objet d'un enregistrement. Cette mesure est appliquée pour contrôler la qualité des déchets en application des normes ISO 9000.

- **toutes les autolimitations à l'exportation;**

Réponse

L'article 2 15) de la Loi n° 327/95-VR du 15 septembre 1995 sur les opérations de troc de matières premières dans les relations économiques extérieures stipule que l'exportation de produits finis dans le cadre du régime de troc, en application des accords internationaux de l'Ukraine qui prescrivent l'autolimitation des exportations, se fait conformément à la procédure établie par le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne chargé de veiller à l'observation des engagements internationaux.

- **toutes les prescriptions d'approbation des exportations;**

Réponse

L'article 20 de la Loi ukrainienne n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures exige l'autorisation du Conseil des ministres, accordée sur consentement des comités appropriés de la Verkhovna Rada d'Ukraine (le Parlement), pour exporter les marchandises inscrites sur la liste du tableau 17 ci-après.

- **toute autre restriction à l'exportation, appliquée pour quelque raison que ce soit;**

Réponse

En application de l'article 12 de la Loi n° 60/95-VR du 15 février 1999 sur la production de stupéfiants, de substances psychotropes, leurs analogues et leurs précurseurs et de la Résolution du Conseil des ministres n° 146 du 3 février 1997 sur l'adoption de la procédure de délivrance des certificats d'importation en Ukraine et d'exportation hors d'Ukraine de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs, un certificat d'importation est nécessaire pour l'exportation de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs. Ce certificat est délivré par le Comité de contrôle des stupéfiants relevant du Ministère de la protection de la santé, après approbation préalable du Service de sécurité de l'Ukraine.

Question n° 54

Nous notons que l'Ukraine revendique diverses exemptions aux prescriptions de l'article XI du GATT concernant la réglementation des exportations. Il est important que ces exemptions soient conformes à une stricte interprétation de cet article, telle qu'elle a été formulée dans les groupes spéciaux chargés du règlement de différends, et aux autres dispositions de l'OMC. Nous ne pensons pas que cela soit le cas pour le moment.

L'Ukraine a extrapolé l'exemption prévue à l'article XX concernant l'or et l'argent et l'applique à tous les métaux précieux. Cela n'est pas acceptable.

Nous demandons que cette question soit examinée.

Réponse

L'article XX du GATT (Exceptions générales) dit que rien dans ledit accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures se rapportant à l'importation ou l'exportation de l'or ou de l'argent (article XX c) du GATT). Pour ce qui est des pierres et des métaux précieux, l'Ukraine les considère comme (des ressources naturelles non

renouvelables) des substituts de l'or et de l'argent et estime donc que l'article XX c) du GATT est applicable en l'espèce.

Question n° 55

Nous nous référons aux prix indicatifs minimaux à l'exportation appliqués par l'Ukraine à partir de mars 1995 et qui, contrairement à ce que dit l'Ukraine au paragraphe 100 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5, n'ont pas été temporaires et ont été appliqués à des marchandises qui, si elles avaient été exportées hors de son territoire, auraient pu être importées aux cours mondiaux en quantités appropriées et en temps voulu pour répondre aux besoins intérieurs.

Les paragraphes 100 à 102 ne font pas non plus clairement ressortir le rapport entre l'objet des prix indicatifs minimaux à l'exportation appliqués depuis neuf ans et leur fonctionnement. Nous aimerions avoir des réponses aux questions suivantes:

Quel est l'objet des prix indicatifs minimaux à l'exportation et pourquoi sont-ils maintenus? S'ils étaient éliminés, en quoi cela poserait-il un problème à l'Ukraine?

Réponse

Conformément au Décret n° 124/96 du Président de l'Ukraine, daté du 10 février 1996, sur les mesures destinées à améliorer le marché et la politique de prix dans le domaine des activités économiques extérieures, les prix indicatifs s'entendent de prix correspondant aux prix fixés, ou en voie de l'être, pour des produits exportés ou importés au moment où la transaction est conclue, compte tenu des conditions de livraison et de paiement spécifiées par la loi ukrainienne et des caractéristiques qualitatives du produit.

Des prix indicatifs peuvent être fixés pour les produits suivants:

- produits exportés visés par des mesures, enquêtes ou procédures antidumping en Ukraine ou à l'étranger;
- produits visés par des procédures spéciales d'importation (procédures d'appels d'offres internationaux ou similaires, régime de dépôts d'importation placés dans une banque);
- produits exportés visés par un régime de contingents ou de licences;
- produits exportés visés par un régime spécial;
- armes, munitions, matériel militaire et composants spéciaux pour leur production, substances explosives, matériaux nucléaires, technologies, matériel, usines, matériel spécial non nucléaire et services utilisés en liaison avec ces matériaux, sources de rayonnements ionisants et tous autres types de produits, technologies et services couramment utilisés pour la production d'armes et de matériel militaire ou constituant des secrets d'État conformément à la définition de la législation ukrainienne; métaux précieux et alliages, gemmes, drogues et agents psychotropes, exportation de peintures et autres objets d'art du patrimoine des musées d'Ukraine;
- pour permettre à l'Ukraine de répondre à ses engagements internationaux.

Le tableau 18 donne une liste des prix indicatifs minimaux qui étaient appliqués aux exportations hors d'Ukraine en juillet 2004.

Question n° 56

L'enregistrement des contrats d'exportation est-il nécessaire? Dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

L'Ordonnance du Ministre de l'économie et de l'intégration européenne n° 207 du 11 juillet 2002 approuvait une liste de produits qui pouvaient être exportés à condition que les accords économiques (contrats) avec l'étranger soient enregistrés.

Cette liste inclut, notamment, les produits suivants, pour lesquels des prix indicatifs sont fixés:

- gros animaux vivants de l'espèce bovine;
- animaux vivants des espèces ovine ou caprine;
- ammoniac;
- carbamide;
- peaux et cuirs;
- ferrosilicone;
- ferrosilicomanganèse;
- fer ou acier non allié laminé d'une largeur de 600 mm ou plus, laminé à chaud, non revêtu, sans enduit d'aucune sorte;
- barres et lingots de fer ou d'acier non allié, laminés à chaud et en faisceaux (uniquement pour les marchés d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, à l'exception des pays de la CEI);
- autres barres et lingots de fer ou d'acier non allié non transformés, à l'exception du forgeage, du laminage, de l'étirage ou de l'emboutissage à chaud, y compris ceux ayant fait l'objet d'un retordage après laminage (uniquement pour les marchés d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, à l'exception des pays de la CEI); et

en application du Décret présidentiel n° 659/94 du 7 octobre 1994, l'enregistrement de certains types d'accords économiques (contrats) avec l'étranger qui ont été signés par des ressortissants ukrainiens engagés dans de telles activités économiques [personnes morales ou physiques faisant du commerce extérieur] de toutes formes de propriété a été introduit pour réduire le déficit du budget de l'État ukrainien, contrôler le respect des prescriptions relatives aux paiements en devises et assurer l'enregistrement et la comptabilisation de certains types d'accords économiques (contrats) avec l'étranger, conformément à l'article 9 de la Loi ukrainienne sur les activités économiques avec l'étranger visant à la libéralisation des opérations d'exportation en Ukraine et conformément au paragraphe 7-4 de l'article 114-5 de la Constitution ukrainienne.

Question n° 57

Comment les prix indicatifs minimaux à l'exportation affectent-ils la mise en œuvre des droits d'exportation? Quelle différence font-ils?

Réponse

Le montant d'un droit d'exportation *ad valorem* acquitté par les personnes physiques ou morales dépend du prix contractuel des marchandises, lequel est fixé en tenant compte des prix indicatifs.

Question n° 58

Est-il possible d'appliquer des droits d'exportation sans prix indicatif minimum à l'exportation?

Réponse

À l'heure actuelle, ce n'est pas possible.

Question n° 59

Le montant d'un droit d'exportation perçu serait-il différent si le prix indicatif minimum était différent? Dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

Le montant d'un droit d'exportation *ad valorem* acquitté par les personnes physiques ou morales dépend du prix contractuel des marchandises, lequel est fixé en tenant compte des prix indicatifs.

Question n° 60

Le montant d'un droit d'exportation perçu serait-il différent s'il n'existait pas de prix indicatif minimum à l'exportation? Dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

Le montant d'un droit d'exportation *ad valorem* acquitté par les personnes physiques ou morales dépend du prix contractuel des marchandises, lequel est fixé en tenant compte des prix indicatifs.

Question n° 61

Comment le montant d'un prix indicatif minimum à l'exportation est-il déterminé et comment ces prix fonctionnent-ils?

Réponse

Conformément au Décret n° 124/96 du Président de l'Ukraine sur les mesures destinées à améliorer le marché et la politique de prix dans le domaine des activités économiques extérieures, daté du 10 janvier, les prix indicatifs sont fixés par le Ministère de l'économie et de l'intégration

européenne et les organisations autorisées par lui, notamment le Centre national de surveillance et d'analyse des marchés extérieurs de produits (Derzhzovnishform).

Ce centre suit en permanence les marchés des produits de base dont les prix sont fixés. À la fin de chaque mois et en cas de changement dans la situation du marché mondial dans le courant du mois, les informations appropriées sont communiquées dans les meilleurs délais aux fins d'examen lors d'une réunion sur les prix indicatifs convoquée par le Ministère de l'économie. Les principaux producteurs-exportateurs ukrainiens participent à ces réunions.

Les prix indicatifs sont fixés par le Ministre sur la base des résultats de ces réunions.

Question n° 62

Le Règlement sur la méthode d'établissement et d'application des prix indicatifs, approuvé par l'Ordonnance n° 506 du Ministère ukrainien des relations économiques extérieures et du commerce, datée du 8 août 1996 (tel que modifiée), prévoit que les prix indicatifs minimaux sont calculés sur la base des résultats de l'analyse des informations reçues des douanes, des organismes financiers et statistiques de l'État, des banques, des agences d'information et autres organisations ukrainiennes ainsi que d'autres sources, conformément aux méthodologies appropriées. Les éléments pris en compte sont, entre autres: les normes de qualité des produits en vigueur en Ukraine et reconnues partout dans le monde, les conditions de livraison et de paiement prévues dans la législation ukrainienne, la situation des marchés externe et interne, l'information disponible sur les prix et les prévisions quant à des fluctuations possibles, les pratiques contractuelles en ce qui concerne des produits spécifiques sur des marchés spécifiques et d'autres renseignements liés à la situation du marché et aux prix.

Plus précisément:

Les exportateurs ukrainiens sont-ils légalement en mesure d'exporter, ou d'acheter à des fins d'exportation, des produits à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation?

Réponse

Conformément à l'Ordonnance n° 547-a du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce, datée du 31 août 1998, lorsque le prix prévu pour un produit dans un accord s'écarte du prix indicatif, aux fins du dédouanement, il est obligatoire de présenter une conclusion d'expert du Centre national de surveillance et d'analyse des marchés extérieurs de produits (Derzhzovnishform), lequel est autorisé, en vertu du Décret n° 124/96 du Président de l'Ukraine, daté du 10 février 1996, à fournir une assistance spécialisée aux entreprises, institutions et organisations exerçant des activités économiques extérieures, sur présentation par les requérants des documents additionnels confirmant le bien-fondé dudit écart.

Il s'ensuit que des produits faisant l'objet de prix indicatifs peuvent être exportés d'Ukraine à des prix inférieurs aux prix indicatifs sur présentation d'une conclusion d'expert du Derzhzovnishform.

Question n° 63

Si des exportateurs ukrainiens sont légalement en mesure d'exporter, ou d'acheter à des fins d'exportation, des produits à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation, la valeur en douane du produit exporté dépend-elle du prix indicatif minimum applicable?

Réponse

Le montant d'un droit d'exportation *ad valorem* acquitté par les personnes physiques ou morales dépend du prix contractuel des marchandises.

Question n° 64

Si des exportateurs ukrainiens sont légalement en mesure d'exporter, ou d'acheter à des fins d'exportation, des produits à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation applicables, peuvent-ils le faire sans aucune restriction, pénalité ou autre inconvénient?

Réponse

Les produits faisant l'objet de prix indicatifs peuvent être exportés d'Ukraine à des prix inférieurs aux prix indicatifs sur présentation d'une conclusion d'expert du Centre national de surveillance et d'analyse des marchés extérieurs de produits, lequel est autorisé, en vertu du Décret n° 124/96 du Président de l'Ukraine, daté du 10 février 1996, à fournir une assistance spécialisée aux entreprises, institutions et organisations exerçant des activités économiques extérieures, sur présentation par les requérants de documents additionnels confirmant le bien-fondé dudit écart. Sans cette conclusion, les produits faisant l'objet de prix indicatifs ne peuvent pas être exportés d'Ukraine à des prix inférieurs aux prix indicatifs.

Question n° 65

Est-il légalement possible aux producteurs, grossistes et transformateurs ukrainiens de produits de vendre aux exportateurs ou d'exporter pour leur propre compte ces produits à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation?

Réponse

Les producteurs, grossistes et transformateurs ukrainiens de produits sont libres de vendre leurs marchandises à un prix commercial s'ils le jugent bon.

S'ils souhaitent exporter pour leur propre compte à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation, ils sont tenus de présenter une conclusion d'expert du Derzhzovnishform.

Question n° 66

Si les producteurs, grossistes et transformateurs ukrainiens de produits sont légalement en mesure de vendre ces produits aux exportateurs ou de les exporter pour leur propre compte à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation, les vendeurs et les acheteurs peuvent-ils effectuer une telle transaction sans aucune restriction, pénalité ou autre inconvénient?

Réponse

Voir les réponses plus haut.

Question n° 67

Si les producteurs, grossistes et transformateurs ukrainiens de produits sont légalement en mesure de vendre ces produits aux exportateurs ou de les exporter pour leur propre compte à des prix inférieurs aux prix indicatifs minimaux à l'exportation, la valeur en douane du produit exporté dépend-elle du prix indicatif minimum à l'exportation?

Réponse

Le montant d'un droit d'exportation *ad valorem* acquitté par les personnes physiques et morales dépend du prix contractuel des marchandises.

Question n° 68

Nous nous référons au tableau 12 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5 sur les droits d'exportation.

Nous demandons tous les détails pertinents sur les droits d'exportation actuellement en vigueur. Nous souhaitons recevoir cette information sous forme de tableau comportant les colonnes suivantes:

- le code tarifaire des produits;
- la désignation des produits;
- le niveau du droit d'exportation;
- toutes les lois, réglementations et décisions ayant trait à la mesure; et
- la date de suppression de la mesure.

Réponse

Voir le tableau 19 pour plus de précisions.

Question n° 69

Nous notons l'évaluation par l'Ukraine des effets des droits d'exportation sur le commerce dans la réponse à la question n° 54 du document WT/ACC/UKR/114.

Si les droits d'exportation n'ont pas d'effet puisque certains producteurs agricoles n'y sont pas assujettis, y a-t-il une raison de les appliquer? Ils pourraient probablement être supprimés sans difficulté et sans répercussion.

Réponse

Dans sa réponse à la question n° 54 du document WT/ACC/UKR/114, l'Ukraine ne nie pas entièrement l'effet des droits d'exportation sur le commerce. Elle dit que les droits à l'exportation n'ont pas pour effet de fausser considérablement les échanges, parce que la Loi sur les droits à l'importation (exportation) pour les animaux vivants et les peaux brutes d'animaux autorise seulement les agriculteurs qui sont des personnes morales à exporter des bovins sur pied (à l'exception des jeunes bovins dont le poids est inférieur ou égal à 350 kg) et des peaux de leur propre production sans acquitter de droits d'exportation. Des droits d'exportation s'appliquent aux exportateurs qui ne produisent pas d'animaux vivants et de peaux brutes.

Cette mesure est appliquée pour soutenir les producteurs d'animaux vivants et de peaux brutes.

Question n° 70

Quoi qu'il en soit, les droits d'exportation faussent le commerce et auraient pour effet d'annuler ou d'affaiblir les concessions accordées au titre de l'article II du GATT s'ils étaient appliqués après l'accession.

Réponse

L'Ukraine prend note de cette observation.

Question n° 71

L'Ukraine pourrait-elle fournir des précisions sur sa politique consistant à appliquer des droits d'exportation aux graines de tournesol pour en freiner la production et leur exportation et encourager la production de graines de colza et de fèves de soja?

Réponse

S'agissant de la politique en vigueur d'imposer des droits d'exportation sur les graines de tournesol, en application de la Loi sur les droits d'exportation sur les graines de certaines cultures de tournesol, le droit d'exportation pour les graines de tournesol, de linette et de lin rouge est de 17 pour cent. Le Ministre de la politique agricole a établi un projet de loi "sur la modification de certaines lois ukrainiennes", qui envisage l'élimination du droit d'exportation pour la linette et le lin rouge et sa réduction pour les graines de tournesol. Les ministères et comités intéressés examinent actuellement ce projet.

En outre, afin de développer la production de colza et la culture des fèves de soja, le Ministère de la politique agricole de l'Ukraine a approuvé le Programme de développement de la production de colza pour 2004 et le programme sectoriel "soja d'Ukraine 2004". Le budget de l'État envisage de soutenir la culture des fèves de soja à hauteur de 1,5 million de hryvnias.

Question n° 72

Nous demandons que les droits d'exportation pour les animaux sur pied, les peaux et les graines de tournesol soient éliminés d'ici à la date d'accession et que l'Ukraine s'engage à ne pas appliquer de tels droits après son accession.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 132 du document WT/ACC/UKR/118.

C. POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES

- **Obstacles techniques au commerce**

Question n° 73

La législation ukrainienne ne semble pas tenir compte des dispositions de l'article 2.3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce selon lequel les règlements techniques ne seront pas maintenus si leurs objectifs peuvent être atteints d'une manière moins restrictive

pour le commerce. L'Ukraine a annoncé qu'elle envisageait d'établir une procédure de révision des règlements techniques sur l'évaluation de la conformité en 2003.

Où l'Ukraine en est-elle dans ce travail? La même procédure sera-t-elle appliquée aux règlements techniques autres que ceux portant sur l'évaluation de la conformité?

Réponse

L'Ukraine a commencé à réviser la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001 et la Loi n° 2406-III sur l'évaluation de la conformité datée du 17 mai 2001 afin qu'elles soient pleinement en conformité avec l'Accord OTC de l'OMC, y compris l'article 2.3.

L'Ukraine a l'intention d'aligner sur l'Accord OTC tous les règlements techniques existants (prescriptions obligatoires et normes). Elle se lancera à cette fin dans un programme de révision de tous les règlements techniques en vigueur et d'élimination de ceux qui vont plus loin que les prescriptions internationales et ne peuvent être justifiés au regard de l'article 2.4 de l'Accord OTC. Elle vérifiera en outre si les circonstances ou les objectifs qui ont conduit à l'adoption des règlements techniques ont cessé d'exister ou ont changé de telle sorte qu'il est possible d'y répondre d'une manière moins restrictive pour le commerce. Par ailleurs, les règlements techniques qui ne respecteront pas l'article 3 de l'Accord OTC seront supprimés.

Question n° 74

Des Membres avaient demandé confirmation que la norme ukrainienne DSTU 1.12-2002 sur les règles de notification aux partenaires commerciaux de l'Ukraine reprenait les prescriptions de l'article 2.9. L'Ukraine avait répondu par l'affirmative sans donner d'informations complémentaires.

Nous aimerions avoir des informations complémentaires.

Réponse

Veuillez noter une correction à la cote de la norme: lire "DSTU 1.13.2002" et non "DSTU 1.12.2002".

La norme DSTU 1.13.2001 a été élaborée pour répondre aux prescriptions des documents suivants:

G/TBT/W/2/Rev.1, "Mise à jour des décisions et recommandations adoptées par le Comité des obstacles techniques au commerce du Tokyo Round concernant les procédures de notification et d'échange de renseignements", du 21 juin 1995, et

G/TBT/9, "Deuxième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce", du 13 novembre 2000, adopté par le Comité des obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce.

Cette norme se fonde sur l'Accord sur les obstacles techniques au commerce en ce qui concerne les notifications et les échanges de renseignements. Elle met également en œuvre les dispositions du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (auquel l'Ukraine a accédé en 1996).

Les prescriptions de l'article 2.9 de l'Accord OTC sont mises en œuvre dans les articles 6.9, 7.1, 7.8 et 7.9 de la norme:

L'article 6.9 de la norme dispose que le délai normal pour la présentation d'observations sur une notification est de 60 jours, mais que les Membres de l'OMC peuvent fixer des périodes supérieures à 60 jours.

L'article 7.1 présente la structure type d'une notification conforme à l'Accord OTC et aux prescriptions relatives au contenu et au modèle de présentation des informations contenues dans une notification.

L'article 7.8 stipule que le responsable de l'élaboration d'un projet de document communique la notification pour publication au Centre national d'information ISONET dans un délai d'un mois après le début de l'élaboration du document.

L'article 7.9 régit la procédure de notification dans les cas ci-après:

- lorsqu'il n'existe pas de normes (réglementations, recommandations) internationales;
- lorsqu'il existe des normes (réglementations, recommandations) internationales, mais que le contenu du document n'est pas conforme aux normes (réglementations, recommandations) internationales pertinentes;
- lorsque le document envisagé contient des prescriptions différentes de celles en vigueur sur le territoire de l'Ukraine.

Veuillez noter, en outre, que les modifications envisagées de la Loi sur la normalisation n° 2408-III du 17 mai 2001 renforceront la conformité à l'article 2.9 de l'Accord OTC.

Question n° 75

S'agissant du système national de certification pour l'évaluation de la conformité (UkrSEPRO), des Membres ont dit que les producteurs devraient avoir la possibilité de fournir une déclaration du fabricant pour les produits présentant un risque faible et, pour les produits présentant un niveau de risque élevé, la certification par une tierce partie au lieu d'avoir à réaliser les contrôles UkrSEPRO des végétaux longs et coûteux. L'Ukraine a indiqué que des certificats de conformité avaient remplacé les inspections obligatoires des produits étrangers fabriqués en série et que la nouvelle réglementation sur "les modules de la procédure d'évaluation de la conformité et les principes de marquage avec le signe de conformité nationale" prévoyait maintenant la déclaration de conformité pour les produits présentant un risque faible. Ce développement est positif, mais il n'est pas clair que l'Ukraine ait pensé à permettre une certification par une tierce partie pour les produits présentant des risques élevés.

Comment l'Ukraine va-t-elle autoriser la certification par une tierce partie pour des produits présentant des risques élevés?

Réponse

L'Ukraine va s'efforcer d'engager des négociations avec les Membres de l'OMC pour conclure des accords de reconnaissance mutuelle des résultats issus des évaluations de la conformité dans le respect des prescriptions de l'article 6.3 de l'Accord OTC. En outre, lorsque l'Agence nationale d'accréditation de l'Ukraine sera devenue membre de l'ILAC, l'Ukraine s'emploiera à faire mieux reconnaître les résultats des essais effectués dans des laboratoires agréés par des organismes membres de l'ILAC.

Question n° 76

Des Membres ont soulevé la question de l'acceptation de l'équivalence des règlements techniques d'autres Membres, comme le prescrit l'article 2.7. La réponse de l'Ukraine n'est pas claire et semble ne couvrir que l'équivalence des procédures d'évaluation de la conformité.

L'Ukraine doit préciser si sa législation permet d'accepter comme équivalents les règlements techniques des autres Membres, même si ces règlements diffèrent des siens.

Réponse

L'Ukraine a entrepris de revoir et de modifier la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001 et la Loi n° 2406-III du 17 mai 2001 sur l'évaluation de la conformité afin qu'elles soient pleinement en conformité avec les prescriptions de l'Accord OTC, y compris l'article 2.7.

Question n° 77

La réponse de l'Ukraine semble également vouloir dire que les règlements techniques ou les procédures d'évaluation de la conformité des autres Membres ne seront reconnus comme équivalents que s'ils sont fondés sur des normes internationales. L'Accord OTC n'impose aucunement ce genre de restriction. L'article 2.7 dit uniquement que: "Les Membres envisageront de manière positive d'accepter comme équivalents les règlements techniques des autres Membres, même si ces règlements diffèrent des leurs, à condition d'avoir la certitude que ces règlements remplissent de manière adéquate les objectifs de leurs propres règlements." Bien qu'il soit plus facile de déterminer l'équivalence des normes si elles sont fondées sur les mêmes normes internationales, cela n'est pas obligatoire. La question est de savoir si les règlements techniques du Membre exportateur remplissent les objectifs des règlements techniques du Membre importateur, pas s'ils sont fondés sur une norme internationale.

Réponse

Voir la réponse ci-dessus.

- **Mesures d'investissement et liées au commerce**

Question n° 78

Il est encourageant de constater que l'Ukraine a accepté d'abolir la prescription concernant l'exportation obligatoire du sucre raffiné fabriqué à partir de canne brute importée. Nous aimerions que les références à cette question dans les paragraphes 135 et 137 soient retenues dans le projet de rapport.

Réponse

L'Ukraine aimerait transférer la référence à l'abolition de la prescription concernant l'exportation obligatoire du sucre raffiné fabriqué à partir de canne brute importée de la section sur les "Mesures d'investissement et liées au commerce" (MIC) du projet de rapport du Groupe de travail à la section sur les "Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les prohibitions, les contingents et les régimes de licences d'importation". L'Ukraine estime que la prescription concernant l'exportation obligatoire du sucre raffiné fabriqué à partir de canne brute est conforme non pas à l'article XI du GATT mais à l'Accord sur les MIC qui traite des mesures liées à l'investissement.

- **Politiques agricoles**

Question n° 79

Nous notons que le document WT/ACC/SPEC/UKR/5 ne mentionne pas la différence de points de vue concernant la période de base, non plus que les demandes de certains Membres en faveur d'une période plus récente et plus représentative. Il serait néanmoins prématuré d'aller de l'avant dans ce domaine pour l'instant, compte tenu de la priorité qu'il convient d'accorder à des discussions plurilatérales. Les résultats de ces discussions apparaîtront dans la version finale des tableaux explicatifs.

Nous voyons cependant dans la prescription figurant dans le document WT/ACC/4 au sujet d'une période de base récente et représentative une raison pour que dans des négociations d'une longueur imprévue, cette période soit récente. Des données et des mesures anciennes constitueraient une moins bonne base pour des engagements et un point de référence peu satisfaisant pour le suivi des engagements après l'accession.

Réponse

Pour choisir la période de base, l'Ukraine s'est appuyée sur les recommandations formulées dans la Note technique du Secrétariat (document WT/ACC/4) qui stipulent que les renseignements sur le programme de soutien sont fournis "normalement pour chacune des trois dernières années". Lorsqu'en 1997 ont commencé les négociations sur l'agriculture dans le cadre du Groupe de travail de l'accession de l'Ukraine à l'OMC, soit quatre ans après sa demande d'accession, les années 1994-1996 étaient les trois dernières années sur la base desquelles l'Ukraine avait établi les renseignements relatifs au niveau du soutien interne à l'agriculture destinés au Secrétariat de l'OMC.

Pour ce qui est des commentaires relatifs à l'actualisation de la période de base dès lors que le processus d'accession s'étend sur plusieurs années, les négociations du Cycle d'Uruguay ont duré d'août 1986 à avril 1994, mais la période convenue pour les engagements d'élimination du soutien à l'agriculture n'a pas été révisée pour les pays signataires de l'Accord de Marrakech (1986-1988), et ce, alors que les négociations avaient duré huit longues années. De surcroît, l'Accord de l'OMC sur l'agriculture n'indique pas directement quelle période doit être prise comme "période de base".

Question n° 80

Nous notons l'intention positive du paragraphe 172. Nous proposons qu'il soit modifié comme suit:

- **172. En réponse à des questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Ukraine a confirmé que son pays ne recourrait pas aux mesures de sauvegarde spéciales prévues à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture.**

Réponse

L'Ukraine accepte la modification proposée et corrige le paragraphe 172 en conséquence.

Question n° 81

172A. En réponse à des questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Ukraine est convenu qu'au moment de son accession son pays consolidera ses subventions aux exportations agricoles à zéro dans sa liste de concessions et d'engagements pour

les marchandises, et ne conservera ni n'appliquera de subventions à l'exportation pour aucun produit agricole.

Réponse

L'Ukraine ne peut pas accepter la modification proposée au sujet des subventions à l'exportation. Elle propose la modification suivante: "En réponse à des questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Ukraine est convenu qu'au moment de son accession son pays consolidera ses subventions aux exportations agricoles à zéro dans sa liste de concessions et d'engagements pour les marchandises, et ne conservera ni n'appliquera de subventions aux exportations agricoles, telles que définies aux paragraphes 1 a-f) de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture."

Question n° 82

Nous aimerions que l'Ukraine clarifie sa politique de ristourne des droits dans le cas des marchandises importées puis réexportées. L'OMC n'a pas de prescriptions concernant les ristournes de droits. Toutefois, l'application par l'Ukraine de tout système de ristourne de droits peut avoir des conséquences importantes sur l'accès du sucre de canne brut au marché ukrainien dans le cadre des contingents tarifaires consolidés qui sont soumis à négociation.

Réponse

Comme l'Ukraine la comprend, la question porte sur les procédures applicables à l'importation en régime de troc, sur le territoire douanier de l'Ukraine, de matières premières d'un client étranger et à l'exportation de produits finis hors du territoire.

En application de l'article 2 de la Loi ukrainienne sur les opérations de troc de matières premières dans les relations économiques extérieures, les matières premières de troc qui sont importées par un client étranger sont assujetties à un droit d'importation dont le taux est fixé dans le Tarif douanier unifié de l'Ukraine, à des taxes et droits qui sont perçus lors de l'importation des produits.

Le droit d'importation, les taxes et droits (droits de douane exceptés) sont acquittés par l'entreprise ukrainienne qui remet à l'administration fiscale de l'État où est sise l'entreprise un billet à ordre dont le terme de paiement est identique au terme durant lequel l'opération impliquant les matières premières de troc doit être réalisée mais qui ne peut être supérieur à 90 jours civils à compter de la date de la délivrance de la déclaration d'importation. Le montant du billet à ordre est exprimé dans la monnaie du contrat de réalisation des opérations de troc de matières premières.

En application du paragraphe 4 de l'article 2, lorsque les produits finis du montant total prévu dans le contrat sont exportés hors du territoire douanier de l'Ukraine pendant la période spécifiée dans les parties 2, 3 et 8 de cet article, le billet à ordre est acquitté et les droits d'importation, taxes et droits (autres que les droits de douane) ne sont pas perçus.

En application de l'article premier de la Loi, une "opération d'échange de matières premières dans les relations économiques externes" couvre les matières premières, matériaux, produits semi-finis, composants, approvisionnements énergétiques importés sur le territoire douanier de l'Ukraine par un client étranger (ou achetés par un client étranger avec des devises étrangères en Ukraine) ou exportés hors du territoire douanier de l'Ukraine par un client ukrainien aux fins de fabrication de produits finis. Les matières premières visées ne peuvent pas être achetées par le client étranger sur le territoire de l'Ukraine avec des hryvnias ukrainiens ou reçues par le client étranger à la suite d'autres opérations, y compris d'opérations d'échange de produits de base. Le droit de propriété

des matières premières à tout stade de leur transformation et des produits manufacturés à partir d'elles revient au client.

L'Australie sera en mesure de livrer à l'Ukraine du sucre de canne brut dans le cadre d'un contingent d'importation tarifaire et de se prévaloir de ce régime d'échange.

- **Accords commerciaux**

Question n° 83

Nous croyons savoir qu'une forme d'arrangement commercial préférentiel auquel l'Ukraine est partie, prévoit l'ouverture de contingents d'importation et d'exportation de durée limitée pour certains produits. Les arrangements de cette nature ne sont pas couverts par l'article XXIV du GATT et ne sont pas conformes à l'article premier du GATT. Les accords qui peuvent être conclus dans le cadre de l'OMC doivent viser l'établissement de zones de libre-échange ou d'unions douanières au sens de l'article XXIV et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de cet article, porter sur l'essentiel des échanges et être établis selon un plan ou un calendrier.

Nous aimerions avoir des précisions sur tous les arrangements commerciaux préférentiels auxquels a participé l'Ukraine depuis 2002 et qui ont comporté l'ouverture d'un contingent d'importation et d'exportation pour un produit donné.

Réponse

Comme pratiquement tous les Membres de l'OMC, l'Ukraine a conclu des arrangements commerciaux préférentiels avec d'autres pays et a fourni des informations sur eux. Comme l'indique le paragraphe 225 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5, l'Ukraine est prête à s'engager à mettre en œuvre les procédures existantes de l'OMC, y compris celles sur la notification et le processus de questions-réponses, et à respecter les règlements de l'OMC en la matière.

Tableau 1: Marchandises dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État

Codes des marchandises	Désignation des marchandises dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs/période d'application (le cas échéant)
01.11.51.100	Betteraves sucrières	Approbation de prix minimums (prix de soutien)	Conseil des ministres de l'Ukraine	Loi n° 758-XIV du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre, et Résolutions du Conseil des ministres de l'Ukraine (ci-après désigné "CMU") n° 868 du 2 juin 2000 sur certaines questions concernant la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre, n° 142 du 15 février 2002 sur certaines questions concernant la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre et n° 1977 du 25 décembre 2002 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre.
0402.29 11	Plafonnements de rentabilité et de marges bénéficiaires pour les préparations alimentaires pour bébés	Établissement de plafonnements de rentabilité et de marges bénéficiaires	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
	Marges bénéficiaires pour médicaments et produits à usage médical figurant dans la liste des médicaments et produits à usage médical importés dont les prix sont réglementés par l'État	Établissement de marges bénéficiaires	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1008	Blé tendre; seigle; orge; avoine; maïs; sarrasin	Prix annoncés	Conseil des ministres de l'Ukraine	Résolution n° 625 du 12 mars 2004 du CMU sur les mesures prises pour réaliser les opérations annoncées concernant les céréales de la récolte 2004.
15.83.12	Sucre	Approbation de prix minimums (prix de soutien)	Conseil des ministres de l'Ukraine	Loi n° 758-XIV du 17 juin 1999 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre, et Résolutions du Conseil des ministres de l'Ukraine (ci-après désigné "CMU") n° 868 du 2 juin 2000 sur certaines questions concernant la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre, n° 142 du 15 février 2002 sur certaines questions concernant la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre et n° 1977 du 25 décembre 2002 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre.

Codes des marchandises	Désignation des marchandises dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs/période d'application (le cas échéant)
22.08 10100	Boissons aromatiques amères avec un volume d'alcool compris entre 44,2 et 49,2 pour cent	Approbation de prix minimums	Conseil des ministres de l'Ukraine	Loi n° 481/95-VR du 19 décembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et du commerce d'alcool éthylique, de cognac, d'alcools de fruits, de boissons alcooliques et de produits du tabac, et Résolution n° 700 du 21 juin 2001 du CMU sur l'introduction de prix minimums sur la vodka nationale et importée et les marchandises de distillerie.
22.08 20-2208 90 78 00	Eaux-de-vie de vin ou de marc de raisin (armagnac, grappa, cognac, brandy, autres), Whiskies: (whisky Bourbon, whisky écossais, whisky de malt, whisky mélangé, autres), Rhum et tafia (rhum d'une teneur en substances volatiles autres que les alcools éthylique et méthylique égale ou supérieure à 225 grammes par hectolitre d'alcool pur (avec une marge de tolérance de 10 pour cent), Gin et genièvre, Vodka (dont le titre alcoométrique volumique est d'environ 45,4 pour cent vol), Liqueurs, autres (Arak; eaux-de-vie de prune, de poire ou de cerise), eaux-de-vie (Calvados, Korn, Tequila, Mezcal)	Approbation de prix minimums	Conseil des ministres de l'Ukraine	Loi n° 481/95-VR du 19 décembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et du commerce d'alcool éthylique, de cognac, d'alcools de fruits, de boissons alcooliques et de produits du tabac, et Résolution n° 700 du 21 juin 2001 du CMU sur l'introduction de prix minimums sur la vodka nationale et importée et les marchandises de distillerie.
2701-2710	Prix des ressources en combustibles (charbon, briquettes de charbon, combustible à poêle commun, kérosène de combustion, tourbe, bois de chauffage, briquettes de tourbe et gaz comprimé) fournis à la population pour usage domestique	Établissement des prix et des plafonnements de rentabilité ou déclaration de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.

Codes des marchandises	Désignation des marchandises dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs/période d'application (le cas échéant)
2711	Plafonnements des prix de gros pratiqués par les entreprises pour le gaz naturel utilisé pour les besoins de la population et des organisations budgétaires	Établissement de plafonnements des prix de gros	Commission nationale de réglementation de l'électricité	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolution n° 337 du 18 mars 1999 de la Commission nationale de réglementation de l'électricité (CNRE) sur l'adoption de plafonnements des prix de gros sur le gaz naturel utilisé pour les besoins de la population, et tarifs des services de transport et de distribution du gaz naturel aux consommateurs d'Ukraine.
	Prix de détail du gaz naturel utilisé pour les besoins de la population	Établissement de prix de détail	Commission nationale de réglementation de l'électricité	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolution n° 310 du 10 mars 1999 de la CNRE sur les prix de détail du gaz naturel utilisé par la population pour les usages communaux-généraux.
2716	Tarifs concernant l'électricité fournie à la population pour usage domestique	Établissement de tarifs de détail	Commission nationale de réglementation de l'électricité	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolution n° 309 du 10 mars 1999 de la CNRE sur les tarifs de l'électricité fournie à la population et aux zones habitées.
31	Engrais	Prix de gros	Conseil des ministres de l'Ukraine	Résolution n° 13 du 14 janvier 2004 du CMU sur l'approbation de l'Ordonnance (procédure) concernant l'utilisation du budget de l'État pour compenser partiellement le prix des engrais minéraux produits dans le pays (en vigueur du 16 avril au 1 ^{er} août 2004) et Ordonnance n° 18 du 20 janvier 2004 du Ministère de la politique industrielle sur la réglementation du niveau de limitation des prix de gros des engrais minéraux produits dans le pays pour compenser partiellement les coûts effectués à partir du budget de l'État (en vigueur du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet 2004).

Codes des marchandises	Désignation des marchandises dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs/période d'application (le cas échéant)
4901-4911	Règle de rentabilité de la production (à hauteur de 15 pour cent) en cas de diffusion d'imprimés aux frais du budget de l'État et livraison de ces imprimés aux consommateurs (règle de rentabilité de 5 pour cent)	Établissement de règles de rentabilité	Déterminées par le Ministère de l'éducation et des sciences, Derzhkomteleradio (Comité national de la télévision et de la radio) et d'autres organes centraux du pouvoir exécutif qui promulguent des ordonnances sur la diffusion des imprimés	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs.
70.10 ex 7010.1000 7010.2000	Montant de la consigne perçue sur les emballages en verre	Établissement des montants fixes et minimums ou maximums des consignes	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
7101-7118	Prix des métaux précieux contenus dans des articles et rebuts et pierres précieuses, achetés auprès de la population	Établissement (adoption) des prix	Ministère des finances, en accord avec le Ministère de l'économie et la Banque nationale d'Ukraine	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, Ordonnance n° 999 du 26 novembre 2002 du Ministère des finances sur l'adoption des prix des métaux précieux achetés auprès de la population, contenus dans des articles et rebuts et Ordonnance n° 228 du 6 novembre 1998 du Ministère des finances sur l'adoption des prix des métaux précieux et pierres précieuses achetés auprès de la population.
9021	Prix des prothèses, appareils orthopédiques et moyens techniques pour mesures préventives concernant l'invalidité et la rééducation	Établissement des prix	Ministère du travail	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs.
	Prix sur les produits de la chasse, y compris volaille sauvage destinée à l'exportation	Établissement des prix	Derzhkomlisp (Comité national des forêts d'Ukraine), en accord avec le Ministère de l'économie pour tous les usagers des terrains de chasse	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs.

Codes des marchandises	Désignation des marchandises dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs/période d'application (le cas échéant)
	Prix applicables aux trophées de chasse obtenus par des citoyens étrangers	Établissement de plafonnements des prix	Derzhkomlisp, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolution n° 26 du 28 février 2002 de la CNRE sur l'adoption de plafonnements des prix sur les trophées de chasse obtenus par des citoyens étrangers et de plafonnements des tarifs des services fournis à ces citoyens.

* Note: Comme les prix des ferroalliages, argiles réfractaires, minerais de fer et cokes sont réglementés par le Décret n° 204 du 1^{er} septembre 2004 du CMU portant création de la Commission intergouvernementale sur la politique nationale des prix dans le secteur des mines et de la fonderie, conformément au Décret n° 179 du 26 mars 2004 du CMU sur certaines questions visant à stimuler le développement du marché intérieur de la production de métaux, ces articles n'ont pas été inclus dans le présent tableau.

Tableau 2: Services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Tarifs sur le transport ferroviaire du fret en Ukraine et services y afférents	Établissement des tarifs	Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 551 du 15 novembre 1999 du Ministère des transports sur l'adoption des tarifs applicables au transport du fret par le chemin de fer ukrainien et coefficients appliqués à ces tarifs.
Tarifs des travaux relatifs au traitement du fret étranger commercial et en transit, aux ports maritimes et fluviaux (mouillages), et impositions et redevances sur les services fournis aux navires étrangers dans les ports maritimes et fluviaux d'Ukraine	Établissement des tarifs	Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 392 du 31 octobre 1995 du Ministère des transports sur l'adoption des tarifs des travaux et services fournis aux propriétaires de fret dans les ports maritimes d'Ukraine.
Tarifs applicables au transport des passagers, bagages et fret sur les réseaux ferroviaires internationaux et intérieurs (sauf services de banlieue)	Établissement des tarifs	Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, Ordonnance n° 853 du 2 décembre 2002 du Ministère des transports sur l'adoption des tarifs applicables au transport des passagers, des bagages et du fret sur les réseaux ferroviaires internationaux est-ouest et l'Ordonnance n° 103 du 19 février 2001 du Ministère des transports sur l'adoption des tarifs applicables au transport des passagers, des bagages et du fret sur les réseaux ferroviaires nationaux.
Tarifs applicables au transport interurbain et interrégional par autobus des passagers et des bagages	Établissement de plafonnements des tarifs	Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 380 du 22 juillet 1999 du Ministère des transports sur l'adoption des tarifs applicables au transport interurbain et interrégional par autobus des passagers et des bagages.
Redevance aéronautique pour les services de navigation aérienne fournis aux aéronefs dans l'espace aérien ukrainien	Adoption de taux de redevance	Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 145 du 22 avril 1997 du Ministère des transports sur l'adoption de taux de redevance pour les services de navigation aérienne fournis aux aéronefs dans l'espace aérien ukrainien.

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Redevances aéroportuaires pour les services fournis aux aéronefs et aux passagers dans les aéroports ukrainiens (atterrissage et décollage des aéronefs, services fournis aux passagers dans les aéroports, stationnement des aéronefs pendant la période spécifiée et sûreté de l'aviation)	Adoption de taux de redevance	Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et 18 ordonnances du Ministère des transports (pour chaque aéroport).
Tarifs des principaux services de télécommunication fournis sur le territoire ukrainien ainsi que des services de télécommunication internationale	Établissement de plafonnements des tarifs	Derzhkomzvyazok (Comité national des communications), en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 120 du 7 juin 2002 du Comité national des communications sur l'adoption de plafonnements des tarifs des services de télécommunication de base et tarifs sur le versement des pensions et des aides pécuniaires de l'État.
Tarifs des services postaux universels	Établissement des tarifs	Derzhkomzvyazok, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 166 du 18 octobre 2001 du Comité national des communications sur l'adoption des tarifs des services postaux universels.
Tarifs d'abonnement pour le traitement et la distribution des quotidiens nationaux	Établissement des tarifs	Derzhkomzvyazok, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 142 du 21 septembre 2001 du Comité national des communications sur l'adoption des tarifs d'abonnement et de livraison des périodiques.
Tarifs des services liés au traitement et au versement des pensions et des aides pécuniaires à la population, financées par le Fonds de pension	Établissement des tarifs	Derzhkomzvyazok (Comité national des communications), en accord avec le Ministère de l'économie et le Fonds de pension de l'Ukraine	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 120 du 7 juin 2002 du Comité national des communications sur l'adoption de plafonnements des tarifs des services de télécommunication de base et tarifs sur le versement des pensions et des aides pécuniaires de l'État.

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Tarifs d'approvisionnement en eau des services fournis par l'association de production "Ukrpromvodchormet" et par l'entreprise "Kryvbaspromvodpostachannya"	Accord sur le niveau limite des tarifs	Ministère de la politique industrielle en coordination avec les municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 225 du 29 juin 1999 du Ministère de la politique industrielle sur l'amélioration de la réglementation des tarifs des services d'approvisionnement en eau.
Plafonnement des prix des résidences d'étudiants	Établissement du plafonnement des prix	Ministère de l'éducation et des sciences, Ministère de la santé, autres ministères et organes exécutifs centraux chargés des établissements d'enseignement, en accord avec le Ministère des finances	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 453/362/260 du 21 décembre 1998 du Ministère de l'éducation et des sciences, du Ministère de la santé et du Ministère des finances, sur l'établissement du plafonnement des prix des résidences d'étudiants.
Plafonnements des prix des résidences relevant du Ministère de l'intérieur	Établissement du plafonnement des prix	Ministère de l'intérieur, en accord avec le Ministère des finances	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs.
Tarifs applicables au transport du gaz naturel, du pétrole, des produits pétroliers, des substances ammoniacales et éthyles fournis aux utilisateurs ukrainiens par les principales canalisations du pays	Établissement des tarifs	Commission nationale de réglementation de l'électricité	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolutions de la CNRE n° 1092 du 26 août 1999 sur l'adoption des tarifs applicables au transport du pétrole par les canalisations principales à travers le territoire ukrainien, n° 73 du 29 janvier 2001 sur l'adoption des tarifs applicables au transport et à la distribution du gaz naturel, n° 1285 du 28 décembre 2000 sur les tarifs applicables au transport de l'ammoniacale d'origine ukrainienne à travers le territoire ukrainien par une canalisation principale, n° 252 du 23 janvier 2001 sur les tarifs de transit et de transport de l'ammoniacale liquide par canalisation principale d'ammoniacale, et n° 1067 du 27 septembre 2002 sur les tarifs applicables au transport de l'ammoniacale liquide par canalisations principales.
Tarifs de stockage du gaz naturel	Établissement des tarifs	Commission nationale de réglementation de l'électricité	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolution n° 447 du 27 avril 2000 de la CNRE sur les tarifs de stockage, de pompage et d'extraction du gaz naturel par la filiale "Ukrtransgas".

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Tarifs applicables au transport du gaz naturel par réseaux de distribution et tarifs de distribution du gaz naturel	Établissement des tarifs	Commission nationale de réglementation de l'électricité	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolutions de la CNRE sur l'adoption des tarifs applicables au transport du gaz naturel par des canalisations de distribution pour les entreprises régionales.
Tarifs des services fournis aux citoyens étrangers qui utilisent des territoires de chasse	Établissement de plafonnements des tarifs	Derzhkomlisp, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Résolution n° 26 du 28 février 2002 de la Commission nationale des forêts sur l'adoption de plafonnements des prix sur les trophées de chasse obtenus par des citoyens étrangers et de plafonnements des tarifs des services fournis à ces citoyens.
Prix applicables aux permis de chasse pour les animaux sauvages ongulés et les ours	Établissement des prix	Derzhkomlisp, en accord avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs et Ordonnance n° 85 du 8 août 1996 du Ministère des forêts sur l'adoption des prix applicables aux permis de chasse sur les territoires de chasse de l'Ukraine pour les citoyens ukrainiens et étrangers.
Droits imputables aux services fournis par les centres de désintoxication alcoolique relevant du Ministère de l'intérieur	Établissement des droits, plafonnements des prix ou plafonnements de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Tarifs des services fournis par les centres nationaux et communaux de traitement médical et de prévention	Établissement des prix et des plafonnements de rentabilité ou déclaration de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Droits d'expertise immobilière, d'émission et d'enregistrement de titres	Établissement des tarifs, des plafonnements de tarifs et des plafonnements de rentabilité ou déclaration de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Tarifs des services funéraires	Adoption des tarifs et des plafonnements de rentabilité ou déclaration de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Tarifs applicables au transport de voyageurs et prix des billets de transport municipal de voyageurs: métropolitain, bus, tramways, trolleybus (assurant des itinéraires réguliers)	Adoption des tarifs et des plafonnements des tarifs ou plafonnements de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, et les administrations municipales des régions, de Kiev et de Sébastopol, organes exécutifs des municipalités de L'viv et Kryviy Rig	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Tarifs applicables au transport de voyageurs et prix des billets de transport électrique de voyageurs (trolleybus) (transport interurbain et de banlieue)	Établissement de plafonnements des tarifs	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs du Conseil des ministres de la République autonome de Crimée.
Tarifs applicables au transport ferroviaire interurbain des voyageurs et des bagages	Adoption de plafonnements des tarifs	Direction des chemins de fer, en coordination avec le Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, des oblasts et des municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs.
Tarifs applicables au transport automobile interurbain, de banlieue et interrégional des voyageurs et des bagages (assurant des itinéraires réguliers)	Adoption de plafonnements des tarifs	Ministère des transports, en coordination avec le Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, des oblasts et des municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, Ordonnance n° 278 du 31 mai 2000 du Ministère des transports sur l'adoption de formes normalisées de tickets de transport automobile de passagers et de bagages et l'adoption de zones tarifaires de transport automobile interurbain de passagers et de bagages, et Ordonnance n° 75 du 11 juillet 2001 de l'Association du transport automobile de Kiev sur l'adoption de plafonnements des tarifs du transport interrégional de passagers et de bagages.

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Tarifs applicables au transport des marchandises par voies de distribution ferroviaires, services de chargement et de déchargement et autres services fournis par les exploitants de transport ferroviaire de biens industriels	Adoption des tarifs	Ukrpromzaliztrans	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, Ordonnance n° 194 du 5 novembre 2002 de l'Association ukrainienne des entreprises publiques de transport ferroviaire de biens industriels "Ukrpromzaliztrans" du Ministère des transports, sur l'adoption des tarifs applicables au transport des marchandises par voies de distribution ferroviaires, services de chargement et de déchargement et autres services fournis par les exploitants de transport ferroviaire de biens industriels.
Tarifs applicables aux services d'approvisionnement en eau et de drainage fournis aux entreprises indépendamment de leur forme de propriété pour tous les consommateurs et ensemble des travaux liés à l'approvisionnement en eau à ces entreprises et au traitement des eaux	Établissement des tarifs, des plafonnements de tarifs et des plafonnements de rentabilité ou déclaration de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Tarifs applicables à la production et à la distribution de chaleur (chauffage) fournie aux entreprises indépendamment de leur forme de propriété pour tous les consommateurs	Établissement des tarifs, des plafonnements de tarifs et des plafonnements de rentabilité ou déclaration de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Tarifs applicables à la collecte, à l'élimination et au traitement des déchets ménagers solides et liquides des entreprises indépendamment de leur forme de propriété pour tous les consommateurs	Adoption des tarifs ou des plafonnements de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Droits de résidence maximums acquittés par les personnes, étrangers et apatrides résidant légalement en Ukraine	Adoption des droits et plafonnements des droits ou plafonnements de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.

Désignation des services dont les prix (tarifs) sont réglementés par l'État	Forme ou nature de la réglementation des prix	Organes exécutifs chargés de la réglementation	Actes normatifs
Tarifs applicables à la télévision par câble	Établissement des tarifs et des plafonnements des tarifs ou des plafonnements de rentabilité	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, des oblasts et des municipalités de Kiev et de Sébastopol, en coordination avec le Ministère de l'économie	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.
Plafonnements des droits applicables aux services fournis par les marchés hébergeant les vendeurs de produits alimentaires et non alimentaires	Établissement des droits ou plafonnements des droits	Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, oblasts, municipalités de Kiev et de Sébastopol	Résolution n° 1548 du 25 décembre 1996 du CMU sur la désignation des instances du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des conseils municipaux chargés de la réglementation des prix et des tarifs, et documents normatifs des autorités locales.

Tableaux sur la réglementation des importations

Tableau 3 – Contingents d'importation (mesures de sauvegarde)

Code tarifaire	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2836 30 00 00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de sodium	Commission interministérielle du commerce international	Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine Décision n° SP-44/2002/52-46 du 5 juillet 2002 de la Commission interministérielle du commerce international sur l'application de mesures de sauvegarde aux importations en Ukraine d'hydrogénocarbonate (bicarbonate) de sodium en provenance de la Fédération de Russie	Mesures de sauvegarde appliquées aux importations en provenance de la Fédération de Russie Date d'expiration de la mesure de sauvegarde: 10 juillet 2006
9018 31 10 00	-- Seringues, avec ou sans aiguilles, en matière plastique d'une contenance de 2, 5, 10, 20 mm	Commission interministérielle du commerce international	Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine Décision n° SP-17/2001/52-44 du 8 juin 2001 de la Commission interministérielle du commerce international sur l'application de mesures de sauvegarde aux importations en Ukraine de seringues, avec ou sans aiguilles (en matière plastique) en provenance de la Fédération de Russie, de Slovaquie, de Belgique, d'Irlande, de Pologne, d'Allemagne et d'Espagne	Mesure de sauvegarde appliquée aux importations en provenance de la Fédération de Russie, de Slovaquie, de Belgique, d'Irlande, de Pologne, d'Allemagne et d'Espagne. Date d'expiration de la mesure de sauvegarde: 21 juin 2005
2523 29 00 00	Ciment Portland	Commission interministérielle du commerce international	Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine Décision n° SP-49/2002/52-48 du 7 octobre 2002 de la Commission interministérielle du commerce international sur l'application de mesures de sauvegarde aux importations en Ukraine de ciment Portland en provenance de la Fédération de Russie	Mesures de sauvegarde appliquées aux importations en provenance de la Fédération de Russie Date d'expiration de la mesure de sauvegarde: 10 octobre 2006

Code tarifaire	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
8703 22 19 00	Véhicules automobiles neufs	Commission interministérielle du commerce international	Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine Décision n° SP-54/2002/52-49 du 6 décembre 2002 de la Commission interministérielle du commerce international sur l'application de mesures de sauvegarde aux importations en Ukraine de véhicules automobiles neufs en provenance de la Fédération de Russie	Mesures de sauvegarde appliquées aux importations en provenance de la Fédération de Russie Date d'expiration de la mesure de sauvegarde: 8 décembre 2006

Tableau 4 – Contingents tarifaires

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
1701.11	-- Sucre de canne brut	Conseil des ministres de l'Ukraine	Loi sur le budget de l'État pour 2004	Non prohibée en vertu des règles de l'OMC. La mesure est décrite dans le texte ci-après.
7010.91 21 00	----- Bouteilles: En verre transparent	Conseil des ministres de l'Ukraine	Loi portant modification du tarif douanier de l'Ukraine, approuvée par la Loi n° 1691 du 20 avril 2004 sur le tarif douanier de l'Ukraine	Non prohibée en vertu des règles de l'OMC. Il s'agit d'une mesure provisoire appliquée jusqu'à la fin de 2005.

La Réglementation concernant la répartition du contingent tarifaire sur l'importation de sucre de canne brut en Ukraine a été communiquée au Secrétariat de l'OMC (document WT/ACC/UKR/110/Add.1 du 24 octobre 2002, cote interne OMC 02-5866, annexe 10). Le principe central de la répartition veut que 80 pour cent du montant total du contingent sont donnés aux fournisseurs traditionnels et 20 pour cent aux nouveaux fournisseurs. La méthode de répartition est transparente et approuvée par la plupart des pays fournissant ces produits sur les marchés mondiaux.

Le 22 mai 2003, la Rada suprême d'Ukraine a promulgué deux lois sur l'importation de sucre de canne brut en Ukraine. Une loi prévoit l'importation de 200 000 tonnes de sucre de canne brut à un taux de droit de 60 euros par tonne. L'autre loi prévoit une quantité supplémentaire de 360 000 tonnes à un taux de droit de 6 euros par tonne. Ainsi, le volume général du contingent tarifaire sur le sucre de canne brut en 2003 était de 560 000 tonnes.

La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 fixe les importations en Ukraine de sucre de canne brut à un volume de 125 000 tonnes (entrant dans le contingent tarifaire) à un taux de droit de 30 euros par tonne jusqu'au 15 septembre 2004. La répartition du contingent se fait au moyen d'adjudications.

Les entités suivantes participent à l'application du régime des contingents tarifaires en Ukraine pour l'importation de sucre brut fabriqué à partir de canne à sucre.

Le Comité interdépartemental pour l'organisation d'adjudications pour la répartition des contingents à l'importation de sucre brut fabriqué à partir de canne à sucre en 2003 (le "Comité"), constitué de représentants des ministères et organismes publics pertinents.

Les bourses de marchandises autorisées - où sont organisées les adjudications.

Le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne délivre les licences d'importation sur la base d'une demande, d'un certificat attestant que le requérant a emporté l'enchère et du document du Trésor national indiquant que le requérant a payé les lots acquis en totalité.

Le Service d'État des douanes fait un rapport mensuel au Ministère de l'économie et de l'intégration européenne et au Ministère de la politique agricole sur le volume de sucre brut fabriqué à partir de canne à sucre importé par les entités jouissant d'une licence.

Le Comité et les bourses de marchandises autorisées publient sept jours avant l'adjudication, dans deux journaux nationaux, les renseignements concernant la quantité des lots offerts à la vente, les conditions d'admission des requérants, la date et le lieu de l'adjudication. Les requérants qui veulent être admis devraient présenter au Comité, au plus tard trois jours avant la date de l'adjudication, les documents suivants:

- une demande de participation à l'adjudication; et

- une copie notariée du certificat d'enregistrement des personnes physiques et morales exerçant une activité d'entreprise.

Les requérants devraient transférer sur un compte spécial du Trésor national un paiement anticipé d'au moins le prix minimal d'un lot (50 000 euros). Les requérants en procédure de faillite ou qui n'ont pas satisfait aux prescriptions susmentionnées ne seront pas admis à participer à l'adjudication. Le Comité annonce la liste des participants un jour avant l'adjudication, et deux heures avant celle-ci le montant du paiement anticipé de chaque participant. Les participants doivent payer une redevance pour être accrédités auprès de la bourse de marchandises autorisée. Les collusions entre participants sont prohibées. La bourse de marchandises autorisée a l'interdiction de divulguer les secrets commerciaux ou les renseignements confidentiels; d'accorder des conditions favorables à certains participants; ou de restreindre la concurrence. Elle a en outre l'obligation de fournir des renseignements fiables aux participants à l'adjudication.

Au moins deux participants doivent participer afin que l'adjudication soit valide. L'adjudicateur dirige l'adjudication en suivant la liste des lots offerts à la vente. L'adjudication s'ouvre par une déclaration de l'adjudicateur sur le prix de départ du lot, qui équivaut au prix minimal d'un lot. Les participants font leurs offres en levant leurs cartes d'identification. L'adjudication de chaque lot se termine lorsque aucun participant ne lève sa carte pour le prix suivant.

Aucun requérant n'est autorisé à acheter plus de 50 pour cent du volume établi pour l'importation. Dans un délai de trois jours après la clôture de la session de vente, les participants qui ont emporté les adjudications doivent transférer la différence de prix des lots achetés excédant le paiement anticipé sur le compte spécial du Trésor national. Au terme de la session de vente, le Comité délivre un certificat au participant qui a emporté l'adjudication afin qu'il puisse demander une licence d'importation au Ministère de l'économie et de l'intégration européenne. Les participants qui remportent les adjudications doivent également payer à la bourse de marchandises autorisée un droit d'adjudication d'un montant et dans un délai définis par celle-ci avec l'approbation du Comité.

La revente des lots achetés n'est pas autorisée. Les licences sont valables jusqu'au 15 septembre de l'année en cours.

Tableau 5 – Prescriptions en matière de licences d'importation

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
3808 10, 3808 20, 3808 30, 3808 90 (sauf expéditions séparées importées en franchise de droits sur autorisation du Ministère des ressources écologiques, exclusivement pour les essais publics, la recherche scientifique et les démonstrations)	Insecticides (sauf ceux utilisés comme préparations vétérinaires), fongicides, herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes, antirongeurs (sauf ceux utilisés comme préparations vétérinaires), et produits assimilés	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Inspection principale de la protection phytosanitaire du Ministère de la politique agricole pour les importations de pesticides (codes 3808 10, 3808 20, 3808 30) Approbation préalable: Centre technologique national pour la fertilité des sols du Ministère de la politique agricole pour l'importation de produits chimiques agricoles (régulateurs de croissance pour plantes – code 3808 90)	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX b) du GATT
4907 00 10 00, 4907 00 91 00, 4907 00 99 00	Timbres-poste non oblitérés, marques d'accise et produits similaires en circulation ou destinés à être mis en circulation dans le pays de destination; papier timbré	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Pas d'autorisation préalable	<i>Idem</i>	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX d) du GATT
3907 40 00 00	Polycarbonates destinés à la production de disques optiques pour systèmes de lecture laser	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère des sciences et de l'éducation	<i>Idem</i>	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX d) du GATT
2833 25 00 00	Sulfate de cuivre	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Pas d'approbation préalable	<i>Idem</i>	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX g) du GATT

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2710 00 98 00, 3004, 3208, 3209, 3212, 3214, 3304, 3305, 3306, 3307, 3402, 3403, 3405, 3506 91 00 00, 3808, 3809, 3811, 3812, 3814 00, 3820 00 00 00, 3824 90 70 00, 3824 90 95 00, 3910 00 00	Produits pouvant contenir des substances destructrices d'ozone et importés en conditionnement aérosol	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la protection de l'environnement pour les positions 3208, 3209, 3212, 3214, 3304, 3305, 3306, 3307, 3402, 3403, 3405, 3506 91 00 00, 3808, 3809, 3811, 3812, 3814 00, 3820 00 00 00, 3824 90 70 00, 3824 90 95 00, 3910 00 00	<i>Idem</i>	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX b) du GATT
8415, 8418, 8424 10, 8476 21 00 00, 8476 81 00 00, 9304 00 00 00	Produits pouvant contenir des substances destructrices d'ozone	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la protection de l'environnement	<i>Idem</i>	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX b) du GATT
2903 14 00 00, 2903 19 10 00, 2903 30 33 00, 2903 41 00 00, 2903 42 00 00, 2903 43 00 00, 2903 44 10 00, 2903 44 10 00, 2903 44 90 00, 2903 45 10 00, 2903 45 15 00, 2903 45 25 00, 2903 45 30 00, 2903 45 30 00, 2903 45 35 00, 2903 45 40 00, 2903 45 45 00, 2903 45 50 00, 2903 45 55 00, 2903 45 90 00, 2903 46 10 00, 2903 46 20 00, 2903 46 90 00, 2903 49 10 00, 2903 49 30 00, 3824 71 00 00, 3824 79 00 00, 3824 90 95 00	Substances destructrices d'ozone	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la protection de l'environnement	<i>Idem</i>	Licence d'importation sans restrictions quantitatives. Article XX b) du GATT

Tableau 6 – Approbations à l'importation

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
9303-9306	Armes, munitions, équipement militaire de défense et composants spéciaux entrant dans leur production	Conseil des ministres après accord des comités concernés de la Rada suprême (Parlement)	Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures	Article XXI b) du GATT
3602	Substances explosives	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XXI b) du GATT
2844 50 8401	Matériaux nucléaires (y compris les matériaux sous forme d'assemblages émettant des rayonnements thermiques), technologies, équipement, montages, matériaux spéciaux non nucléaires et services y afférents, sources de rayonnements ionisants	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XXI b) du GATT
	Autres types de produits, technologies ou services utilisés pour mettre au point des armes et des équipements militaires ou qui relèvent du secret d'État tel que défini par les lois ukrainiennes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XXI b) du GATT
2616 2843	Métaux précieux et alliages de métaux précieux	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7018, 7103 7104, 7105	Pierres gemmes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
	Narcotiques ou substances psychotropes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX b) du GATT
7112, 7204 7404 00 7503 00 7602 00 7802 00 7902 0000 8002 0000	Déchets métalliques	Administrations municipales de l'écologie et des ressources naturelles des régions de l'Ukraine, des villes de Kiev et de Sébastopol, Comité de l'écologie et des ressources naturelles de la République autonome de Crimée sous la responsabilité du Ministère de la protection de l'environnement	Loi n° 619-XIV du 5 mai 1999 sur les déchets métalliques	Article XX g) du GATT

Tableau 7 – Marchandises dont l'importation est soumise à une licence d'activité

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
3907 40 00 00, 8523, 8524	Disques pour systèmes de lecture laser; polycarbonate pour la production de dispositifs optiques de stockage de l'information; équipement pour lecture de disques laser	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	Loi n° 1775-III du 1 ^{er} juin 2000 sur le régime de licences applicable à certains types d'activités économiques	Article XX d) du GATT
La liste des documents et produits dont les éléments holographiques sont soumis à protection est approuvée par la Résolution n° 932 du Conseil des ministres, en date du 5 juillet 2002.	Éléments de protection holographiques	Services de sécurité de l'Ukraine	<i>Idem</i>	Article XX d) du GATT
3001-3006	Narcotiques, substances psychotropes et précurseurs	Département d'État de la supervision de la qualité, de la sécurité et de la production des médicaments et des articles à usage médical	<i>Idem</i>	Article XX b) du GATT
Note ¹	Systèmes de cryptographie et dispositifs de protection cryptographique	Services de sécurité de l'Ukraine	<i>Idem</i>	Article XX d) du GATT

¹ Développement de matériel informatique, de matériel et de logiciels de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.
Développement de logiciels de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.
Production de matériel informatique, de matériel et de logiciels de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.
Production de logiciels de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.
Production et exploitation de dispositifs de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.
Essais de certification et examen des systèmes de cryptographie et de dispositifs de protection cryptographique des informations.
Recherches thématiques sur les dispositifs de protection cryptographiques des informations et les systèmes de cryptographie.
Fourniture de services de protection cryptographique des informations.
Importation et exportation de dispositifs de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.
Commerce de dispositifs de protection cryptographique des informations et de systèmes de cryptographie.

Tableau 8 – Marchandises dont l'importation est soumise à une licence d'autorisation d'importation

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2207, 2208 202900, 2208 208900	Alcool éthylique, cognac, alcools de fruits	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	Loi n° 481/95-VR du 19 décembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et du commerce d'alcool éthylique, de cognac, d'alcools de fruits, de boissons alcooliques et de produits du tabac	Article XX b) et d) du GATT
2204, 2205, 2206, 2208	Boissons alcooliques	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2402, 2403	Produits du tabac	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Tableaux sur la réglementation des exportations

Tableau 9 – Prohibitions à l'exportation

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7404.00 7503.00 7602.00 7802.0000 7902.0000 8002.0000	Déchets et débris de métaux non ferreux	s.o.	Loi n° 619-XIV du 5 mai 1999 sur les déchets métalliques	Exportations prohibées. Article XX g) du GATT. La prohibition est en vigueur jusqu'au 1 ^{er} janvier 2010.

Tableau 10 – Restrictions quantitatives à l'exportation (métaux précieux)

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2530 90 95 00	Ambre	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère des finances	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Article XX c) du GATT
2616	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
2843	Métaux précieux à l'état colloïdal; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, de constitution chimique définie ou non; amalgames de métaux précieux:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7102	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis*:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7103	Pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, même travaillées ou assorties mais non enfilées, ni montées, ni serties; pierres gemmes (précieuses ou fines) autres que les diamants, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7106	Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7108	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7110	Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7112	Plaqué ou doublé de platine sur métaux communs, sur argent ou sur or, sous formes brutes ou mi-ouvrées	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT

* Les diamants ayant une forme symétrique ou taillés en forme de polyèdre aux arêtes finies sont également couverts.

Tableau 11 – Contrôle quantitatif des exportations (certains produits en acier)

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7208 4010 00 7208 51 7208 52 7208 53 10 00 7208 53 90 00 7208 90 7210 70 39 00 7210 70 90 00 7210 90 38 00 7210 90 90 00 7211 13 00 00 7211 14 7211 90 7212 40 91 00 7212 40 93 00 7212 40 98 00 7212 50 51 00 7212 50 58 00 7212 50 99 00	Types spécifiques de produits plats en acier au carbone laminés à chaud, non plaqués, revêtus électrolytiquement de métal, autres qu'en rouleaux, d'une épaisseur de 150 mm	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	La raison d'être de cette mesure est de permettre la mise en œuvre d'un accord conclu avec les États-Unis le 24 octobre 1997 pour mettre un terme au dumping.

Tableau 12 – Contrôle quantitatif des exportations de marchandises (certains produits textiles) à destination des États-Unis

Catégorie	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
435	Vêtements d'extérieur pour femmes et fillettes	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Administration du contingent appliqué par les États-Unis aux produits textiles ukrainiens en vertu de l'accord conclu avec ce pays
442	Jupes, pour femmes et fillettes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
444	Tailleurs, pour femmes et fillettes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
448	Pantalons, culottes et shorts, pour femmes et fillettes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Tableau 13 – Contrôle quantitatif des exportations de marchandises (certains produits en acier) à destination de l'Union européenne

Code tarifaire	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7208 10 00 00, 7208 25 00 00 7208 26 00 00, 7208 27 00 00 7208 36 00 00, 7208 37 10 00 7208 37 90 00, 7208 38 10 00 7208 38 90 00, 7208 39 10 00 7208 39 90 00, 7211 14 10 00 7211 19 20 00, 7219 11 00 00 7219 12 10 00, 7219 12 90 00 7219 13 10 00, 7219 13 90 00 7219 14 10 00, 7219 14 90 00 7225 20 20 00, 7225 30 00 00	Produits laminés plats, enroulés	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Administration du contingent appliqué en vertu de l'Accord entre les Communautés européennes et l'Ukraine sur le commerce de certains produits sidérurgiques, du 17 juin 2003 et de la Décision du Conseil du 15 décembre 2003 sur le commerce de certains produits sidérurgiques (2003/893/EC)
7208 40 10 00, 7208 51 10 00 7208 51 30 00, 7208 51 50 00 7208 51 91 00, 7208 51 99 00 7208 52 10 00, 7208 52 91 00 7208 52 99 00, 7208 53 10 00 7211 13 00 00, 7225 40 20 00 7225 40 50 00, 7225 99 10 00	Produits laminés plats, non enroulés	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7208 40 90 00, 7208 53 90 00 7208 54 10 00, 7208 54 90 00 7208 90 10 00, 7209 15 00 00 7209 16 10 00, 7209 16 90 00 7209 17 10 00, 7209 17 90 00 7209 18 10 00, 7209 18 91 00 7209 18 99 00, 7209 25 00 00 7209 26 10 00, 7209 26 90 00 7209 27 10 00, 7209 27 90 00 7209 28 10 00, 7209 28 90 00 7209 90 10 00, 7210 11 10 00 7210 12 11 00, 7210 12 19 00 7210 20 10 00, 7210 30 10 00 7210 41 10 00, 7210 49 10 00 7210 50 10 00, 7210 61 10 00 7210 69 10 00, 7210 70 31 00 7210 70 39 00, 7210 90 31 00 7210 90 33 00, 7210 90 38 00	Produits laminés plats	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7211 14 90 00, 7211 19 90 00 7211 23 10 00, 7211 23 51 00 7211 29 20 00, 7211 90 11 00 7212 10 10 00, 7212 10 91 00 7212 20 11 00, 7212 30 11 00 7212 40 10 00, 7212 40 91 00 7212 50 31 00, 7212 50 51 00 7212 50 51 00, 7212 50 51 00 7212 50 51 00, 7212 50 51 00 7212 50 51 00, 7212 60 11 00 7212 60 91 00, 7219 21 10 00 7219 21 90 00, 7219 22 10 00 7219 22 90 00, 7219 23 00 00 7219 24 00 00, 7219 31 00 00 7219 32 10 00, 7219 32 90 00 7219 33 10 00, 7219 33 90 00 7219 34 10 00, 7219 34 90 00 7219 35 10 00, 7219 35 90 00 7225 40 80 00				
	Autres produits laminés plats	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7207 19 31 00, 7207 20 71 00 7216 31 11 00, 7216 31 19 00 7216 31 91 00, 7216 31 99 00 7216 32 11 00, 7216 32 19 00 7216 32 91 00, 7216 32 99 00 7216 33 10 00, 7216 33 90 00	Demi-produits et limes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7213 10 00 00, 7213 20 00 00 7213 91 10 00, 7213 91 20 00 7213 91 41 00, 7213 91 49 00 7213 91 70 00, 7213 91 90 00 7213 99 10 00, 7213 99 90 00 7221 00 10 00, 7221 00 90 00 7227 10 00 00, 7227 20 00 00 7227 90 10 00, 7227 90 50 00 7227 90 95 00	Fil machine	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7207 19 11 00, 7207 19 14 00 7207 19 16 00, 7207 20 51 00 7207 20 55 00, 7207 20 57 00 7214 20 00 00, 7214 30 00 00 7214 91 10 00, 7214 91 90 00 7214 99 10 00, 7214 99 31 00 7214 99 39 00, 7214 99 50 00 7214 99 61 00, 7214 99 69 00 7214 99 80 00, 7214 99 90 00 7214 99 90 00, 7214 99 90 00 7215 90 10 00, 7216 10 00 00 7216 21 00 00, 7216 22 00 00 7216 40 10 00, 7216 40 90 00 7216 50 10 00, 7216 50 91 00 7216 50 99 00, 7216 99 10 00 7218 99 20 00, 7222 11 11 00 7222 11 19 00, 7222 11 21 00 7222 11 29 00, 7222 11 91 00 7222 11 99 00, 7222 19 10 00 7222 19 90 00, 7222 30 10 00 7222 40 10 00, 7222 40 30 00 7224 90 31 00, 7224 90 39 00 7224 90 39 00, 7228 10 10 00 7228 10 30 00, 7228 20 11 00 7228 20 19 00, 7228 20 30 00 7228 20 30 00, 7228 30 20 00 7228 30 41 00, 7228 30 49 00 7228 30 61 00, 7228 30 69 00 7228 30 70 00, 7228 30 89 00 7228 60 10 00, 7228 60 10 00 7228 70 10 00, 7228 70 31 00 7228 80 10 00, 7228 80 90 00 7301 10 00 00	Demi-produits, fil machine, limes, barres creuses, palplanches	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Tableau 14 – Contrôle quantitatif des exportations de marchandises (certains produits en acier) à destination de la Fédération de Russie

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7210 49 10 00 7210 49 90 00 7210 61 10 00 7210 61 90 00 7212 30 11 00 7212 30 19 00 7212 30 90 00 7225 92 10 00 7225 92 90 00 7226 94 20 00 7226 94 80 00	Produits laminés plats, zingués	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	En vertu d'un accord conclu entre le Ministère ukrainien de l'économie et de l'intégration européenne et le Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie

Tableau 15 – Marchandises soumises à une licence d'exportation

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
3907 40 00 00	Polycarbonates destinés à la production de disques optiques pour systèmes de lecture laser	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère des sciences et de l'éducation	<i>Idem</i>	Article XX d) du GATT
2710 00 98 00, 3004, 3208, 3209, 3212, 3214, 3304, 3305, 3306, 3307, 3402, 3403, 3405, 3506 91 00 00, 3808, 3809, 3811, 3812, 3814 00, 3820 00 00 00, 3824 90 70 00, 3824 90 95 00, 3910 00 00	Produits pouvant contenir des substances destructrices d'ozone et importés en conditionnement aérosol	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la protection de l'environnement pour les codes 3208, 3209, 3212, 3214, 3304, 3305, 3306, 3307, 3402, 3403, 3405, 3506 91 00 00, 3808, 3809, 3811, 3812, 3814 00, 3820 00 00 00, 3824 90 70 00, 3824 90 95 00, 3910 00 00	<i>Idem</i>	Article XX b) du GATT
8415, 8418, 8424 10, 8476 21 00 00, 8476 81 00 00, 9304 00 00 00	Produits pouvant contenir des substances destructrices d'ozone	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la protection de l'environnement	<i>Idem</i>	Article XX b) du GATT

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2903 14 00 00, 2903 19 10 00, 2903 30 33 00, 2903 41 00 00, 2903 42 00 00, 2903 43 00 00, 2903 44 10 00, 2903 44 10 00, 2903 44 90 00, 2903 45 10 00, 2903 45 15 00, 2903 45 25 00, 2903 45 30 00, 2903 45 30 00, 2903 45 35 00, 2903 45 40 00, 2903 45 45 00, 2903 45 50 00, 2903 45 55 00, 2903 45 90 00, 2903 46 10 00, 2903 46 20 00, 2903 46 90 00, 2903 49 10 00, 2903 49 30 00, 3824 71 00 00, 3824 79 00 00, 3824 90 95 00	Substances destructrices d'ozone	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la protection de l'environnement	<i>Idem</i>	Article XX b) du GATT
2601	Minerais de fer et leurs concentrés, y compris les pyrites de fer grillées (cendres de pyrites):	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère de la politique industrielle	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Article XX g) du GATT

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
	- Minerais de fer et leurs concentrés, autres que les pyrites de fer grillées (cendres de pyrites):	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2601 11 00 00	-- Non agglomérés	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2601 12 00 00	-- Agglomérés	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2601 20 00 00	- Pyrites de fer grillées (cendres de pyrites)	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7401	- Mattes de cuivre; cuivre de ciment (précipité de cuivre):	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7402 00 00 00	Cuivre non affiné; anodes en cuivre pour affinage électrolytique	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7403	Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7405 00 00 00	Alliages mères de cuivre	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7406	Poudres et paillettes de cuivre:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7407	Barres et profilés en cuivre	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7415	Pointes, clous, punaises, crampons appointés (autres que ceux du n° 8305 ¹) et articles similaires, en cuivre ou avec tige en fer ou en acier et tête en cuivre; vis, boulons, écrous, crochets à pas de vis, rivets, goupilles, chevilles, clavettes, rondelles (y compris les rondelles destinées à faire ressort) et articles similaires, en cuivre:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7416 00 00 00	Ressorts en cuivre	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7419	Ouvrages en cuivre:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7601	Aluminium sous forme brute:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7603	Poudres et paillettes d'aluminium:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7604	Barres et profilés en aluminium:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
7610	Constructions et parties de constructions (ponts, éléments de ponts, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, balustrades, par exemple), en aluminium, à l'exception des constructions préfabriquées du n° 9406; tôles, barres, profilés, tubes et similaires, en aluminium, préparés en vue de leur utilisation dans la construction	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7616	Ouvrages en aluminium	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7801	Plomb sous forme brute:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
8454 20 00 00	- Lingotières et poches de coulée	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
8454 90 00	Parties de convertisseurs, poches de coulée, lingotières et machines à couler (mouler) pour métallurgie, aciérie ou fonderie	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	
8455 90 00 00	Parties de laminoirs à métaux et leurs cylindres:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
8474 90 90	Parties de machines et appareils à trier, cribler, séparer, laver, concasser, broyer, mélanger ou malaxer les terres, pierres, minerais ou autres matières minérales solides (y compris les poudres et les pâtes); machines à agglomérer, former ou mouler les combustibles minéraux solides, les pâtes céramiques, le ciment, le plâtre ou autres matières minérales en poudre ou en pâte; machines à former les moules de fonderie en sable	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
8480	- Châssis de fonderie; plaques de fond pour moules; modèles pour moules; moules pour les métaux (autres que les lingotières), les carbures métalliques, le verre, les matières minérales, le caoutchouc ou les matières plastiques:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	Huiles de pétrole ou produits de pétrole brut fabriqués à partir de minéraux bitumineux	Délivrance de la licence: Ministère de l'économie et de l'intégration européenne Approbation préalable: Ministère des combustibles et de l'énergie	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Article XX g) du GATT
2709 00 90 00	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- Huiles de pétrole et huiles fabriquées à partir de minéraux bitumineux (autres que le pétrole brut) et préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 pour cent ou plus d'huiles de pétrole et dont ces huiles constituent l'élément de base: - Huiles légères: destinées à d'autres usages: autres: ---- Essences pour moteur: -----Autres, d'une teneur en plomb ----- N'excédant pas 0,013 g par litre ----- Avec un indice d'octane inférieur à 95 ----- Avec un indice d'octane de 80 ou moins	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 27 11	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 27 19	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
	----- Avec un indice d'octane de 93 ou moins	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 27 31	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 27 39	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 27 90	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	----- Avec un indice d'octane de 95 ou plus mais inférieur à 98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 29 01	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 29 09	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- - - - - 3 октановим числом 98 або більше: ----- Avec un indice d'octane de 98 ou plus	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 32 01	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 32 09	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	----- Excédant 0,013 g par litre	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	----- Avec un indice d'octane de moins de 98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	----- Avec un indice d'octane de 80 ou moins	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 34 11	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 34 19	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	----- Avec un indice d'octane de 93 ou moins	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2710 00 34 31	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 34 39	----- Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 34 90	----- Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	----- Avec un indice d'octane de 98 ou plus	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 36 01	----- Contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 36 09	Autres	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- Huiles lourdes:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	-- Gazole	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 61 00	--- Destinés à subir un traitement défini	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 65 00	--- Destinés à subir une transformation chimique par un traitement autre que ceux définis pour la sous-position 2710006100	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 69 00	--- Destiné à d'autres usages	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- - Fuel oils:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 71 00	- - - Destinés à subir un traitement défini	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 72 00	- - - Destinés à subir une transformation chimique par un traitement autre que ceux définis pour la sous-position 2710 00 71	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- - - Destinés à d'autres usages:	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 74 00	- - - - D'une teneur en poids de soufre n'excédant pas 1 pour cent	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation du produit	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC ou date d'élimination
2710 00 76 00	- - - - D'une teneur en poids de soufre excédant 1 pour cent mais n'excédant pas 2 pour cent	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 77 00	- - - - D'une teneur en poids de soufre excédant 2 pour cent mais n'excédant pas 2,8 pour cent	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
2710 00 78 00	- - - - D'une teneur en poids de soufre excédant 2,8 pour cent	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

La licence d'exportation pour la position 7601 10 00 00 n'est requise que lorsque des déchets de métaux entrent dans la fabrication.

Tableau 16 – Licences d'exportation pour des produits (certains produits textiles) destinés aux pays de l'Union européenne

Catégorie	Désignation du produit	Entités chargées de mettre en œuvre la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC et date prévue pour l'élimination
2	Tissus, de coton, autres que la gaze, les tissus doublés, le tulle et les tissus réticulés	Ministère de l'économie et de l'intégration européenne	Résolution n° 1996 du Conseil des ministres, en date du 24 décembre 2003, sur la liste des marchandises dont l'exportation et l'importation sont soumises à licence et qui tombent sous le coup du régime de contingents en 2004	Satisfaire aux prescriptions de l'Accord entre l'Ukraine et l'UE sur le commerce des produits textiles. En vertu de cet Accord, l'Ukraine est tenue de délivrer des licences d'exportation pour appliquer le système de double contrôle.
2 a)	Y compris autres à l'exception des tissus bruts ou blanchis	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
4	Chemises, chemises de sport, sous-pulls (autres que de laine ou de poils fins), sous-vêtements ou vêtements similaires, en bonneterie, fabriqués à la main ou à la machine	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
5	Chandails, pull-overs, vestes, cardigans, tailleurs, pull-overs, pour femmes, à l'exception des vestes, vestes épaisses, vestes légères, vestes courtes et articles similaires, en bonneterie, fabriqués à la main ou à la machine	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
6	Culottes et shorts, à l'exception des maillots de bain et des pantalons	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	Y compris			
	Pantalons pour hommes et garçonnetts	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	Pantalons longs et pantalons larges de laine, de coton ou de fibres synthétiques, pour femmes et fillettes;	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	Bas de survêtements de sport, doublés, à l'exception de ceux des catégories 16 et 29, de laine ou de fibres synthétiques	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Catégorie	Désignation du produit	Entités chargées de mettre en œuvre la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC et date prévue pour l'élimination
7	Chemisiers, blouses, chemisettes, pour femmes ou fillettes, en bonneterie et autres qu'en bonneterie, fabriqués à la main ou à la machine, de laine, de coton ou de fibres synthétiques	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
8	Chemises pour hommes et garçonnets, autres qu'en bonneterie fabriquées à la main ou à la machine, de laine, de coton ou de fibres synthétiques	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
12	Collants (bas-culottes), bas, mi-bas chaussettes et autres articles chaussants, en bonneterie, fabriqués à la main ou à la machine, à l'exception des vêtements pour bébés, y compris les bas à varices, à l'exception des produits de la catégorie 70	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
13	Caleçons (longs ou slips), pour hommes et garçonnets; culottes, pour femmes et fillettes, en bonneterie, fabriqués à la main ou à la machine, de laine, de coton ou de fibres synthétiques	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
15	Manteaux, cabans, capes, pour femmes et fillettes; vestes et blazers de laine, de coton ou de fibres synthétiques (à l'exception des parkas de la catégorie 21)	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
26/27	Robes pour femmes et fillettes de laine, de coton ou de fibres synthétiques. Jupes pour femmes et fillettes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	Y compris les jupes-culottes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Catégorie	Désignation du produit	Entités chargées de mettre en œuvre la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC et date prévue pour l'élimination
29	Tailleurs et ensembles pour femmes et fillettes, autres qu'en bonneterie de laine, de coton ou de fibres synthétiques, à l'exception des ensembles de ski; ensembles de sport pour femmes et fillettes, doublés, avec un galon à l'extérieur du même tissu, de coton ou de fibres synthétiques	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
83	Manteaux, vestes, blazers et autres vêtements, y compris les ensembles de ski, articles en bonneterie, fabriqués à la main ou à la machine, à l'exception des vêtements des catégories 4, 5, 7, 13, 24, 26, 27, 28, 68, 69, 72, 73, 74, 75	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
117	Lin textile ou fibres structurées	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Tableau 17 – Approbation des exportations

Code tarifaire	Désignation des produits	Entités chargées de la mise en œuvre de la mesure	Fondement législatif	Description et objet de la mesure Justification au regard de l'OMC et date d'élimination
9303-9306	Armes, munitions, équipement militaire de défense et composants spéciaux entrant dans leur production	Conseil des ministres après accord des comités concernés de la Rada suprême (Parlement)	Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures	Article XXI b) du GATT
3602	Substances explosives	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XXI b) du GATT
2844 50 8401	Matériaux nucléaires (y compris les matériaux sous forme d'assemblages émettant des rayonnements thermiques), technologies, équipement, montages, matériaux spéciaux non nucléaires et services y afférents, sources de rayonnements ionisants	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XXI b) du GATT
	Autres types de produits, technologies ou services utilisés pour mettre au point des armes et des équipements militaires ou qui relèvent du secret d'État tel que défini par les lois ukrainiennes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XXI b) du GATT
2616 2843	Métaux précieux et alliages de métaux précieux	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
7018 7103-7105	Pierres gemmes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX c) du GATT
	Narcotiques ou substances psychotropes	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX b) du GATT
9701-9706	Objets d'art et d'antiquité provenant de réserves de musées ukrainiens	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Article XX f) du GATT

Tableau 18: Prix indicatifs minimaux appliqués aux exportations (juillet 2004)
(dollars EU/t, f.a.b. ports d'Ukraine)¹

Produits	Prix
1. Armature, norme ASTM ² :	
si expédié au Moyen-Orient:	
code 7214:	
diamètre jusqu'à 10 mm	275
diamètre supérieur à 10 mm	265
code 7213	265
code 7228:	
diamètre jusqu'à 10 mm	275
diamètre supérieur à 10 mm	265
si expédié aux États-Unis:	
codes 7213, 7214, 7228:	275
2. Armature, autres normes ² :	
si expédié au Moyen-Orient:	
code 7214:	
diamètre jusqu'à 10 mm	255
diamètre supérieur à 10 mm	250
code 7213	250
code 7228:	
diamètre jusqu'à 10 mm	255
diamètre supérieur à 10 mm	250
3. Câble laminé ² si expédié aux États-Unis:	
- diamètre 5,5 mm	300
- diamètre supérieur à 5,5 mm	300
4. Billette ²	235
- si expédié en Égypte	245
5. Bobine laminée à chaud ^{2,3}	315
- si expédié au Mexique, au Canada, en Argentine, en Inde et en Égypte	320
- si expédié aux États-Unis	400
6. Feuille laminée à chaud, épaisseur 8-50 mm ^{2,3}	350
- si expédié en Amérique latine et en Inde	350
- si expédié aux États-Unis:	
- A36	318,61
- A572	343,44
- A516	346,09
- API-2H	470,35

¹ Sauf indication contraire.

² Ports de la mer d'Azov, Zaporizhya, Dnipropetrovsk - réduction de 5 dollars EU/tm.

³ En cas de fourniture de produits métalliques de composition chimique de meilleure qualité, le prix peut être plus élevé.

- A283	316,16
- ABC A/B	320,60
- A515	343,47
7. Carbamide	165
8. Ammoniaque	233
9. Bovins sur pied ⁴	
- Poids jusqu'à 350 kg/tête	1 250-1 350
- Poids supérieur à 350 kg/tête	1 050-1 150
10. Béliers et moutons sur pied ⁴	
- Poids jusqu'à 30 kg/tête	1 050-1 200
- Poids supérieur à 30 kg/tête	1 000-1 100
11. Peaux de bovins salés vertes ou autrement conservées, non circonscrites, écorchage automatique ^{4,5}	
- 1 ^{ère} classe	1 550-1 650
- 2 ^{ème} classe	1 450-1 550
- 3 ^{ème} classe	1 315-1 400
- 4 ^{ème} classe	1 200-1 300
- Poids jusqu'à 10 kg, 1 ^{ère} classe	2 450-2 850
12. Peaux de mouton, traitées à l'eau salée (dollars EU/pièce) ⁴	
- 1 ^{ère} classe	5,0-6,0
- 2 ^{ème} classe	4,0-5,0
- 3 ^{ème} classe	3,0-4,0
- 4 ^{ème} classe	1,7-3,0
13. Peaux de porcs salés vertes ou autrement conservées, non circonscrites, écorchage automatique ⁶	
- 1 ^{ère} classe	775-850
- 2 ^{ème} classe	725-770
- 3 ^{ème} classe	650-690
- 4 ^{ème} classe	600-630
14. Graine de lin, moulue et non moulue ⁴	360
15. Graine de tournesol, moulue et non moulue ⁴	290
16. Graine de lin rouge ⁴	150
17. Électricité (dollars EU/kWt/h) si expédiée en Bulgarie, en Moldova, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en République tchèque et en Hongrie ³	0,0205

⁴ En termes f.a.b. – Ports de la mer Noire ou d.a.f. – Frontière ukrainienne.

⁵ Pour les peaux salées vertes, non circonscrites, écorchage manuel, les prix selon la classe sont réduits respectivement de 10 pour cent.

⁶ En termes d.a.f. – Frontière ukrainienne.

Tableau 19 – Droits d'exportation perçus par l'Ukraine

Code tarifaire	Désignation des produits	Taux de droit en pourcentage de la valeur en douane	Fondement législatif	Date d'élimination
01.02.90100	Bovins sur pied: jeunes bovins d'un poids inférieur ou égal à 350 kg; bovins d'un poids supérieur à 350 kg	75 euros mais pas moins de 1 500 euros la tonne	Loi n° 180/96-BP du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation appliqués aux animaux vivants et au cuir brut	L'Ukraine appliquera une politique visant à réduire progressivement le niveau des droits d'exportation. Certains droits pourraient être éliminés. L'Ukraine ne prévoit pas de consolider les droits d'exportation à "zéro".
01.02.90310	Génisses (bovins femelles n'ayant jamais vêlé), vaches, taureaux, bœufs, etc.	55 euros mais pas moins de 540 euros la tonne	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
01.04.10	Ovins sur pied	50 euros mais pas moins de 390 euros la tonne	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
41.01	Cuirs de bovins	30 euros mais pas moins de 400 euros la tonne	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
41.02	Peau d'ovin (mouton ou agneau)	30 euros mais pas moins de 1 euro par animal	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
41.03.90000	Peau de porc uniquement	27 euros mais pas moins de 170 euros la tonne	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
12 04.00900	Graines de lin, éclatées ou non éclatées	17	Loi n° 1033-XIV du 10 septembre 1999 sur les taux des droits d'exportation appliqués aux semences de certaines graines oléagineuses, telle que modifiée par la Loi n° 2555-III du 21 juin 2001	<i>Idem</i>
12.06.00900	Graines de tournesol, éclatées ou non éclatées	17	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
12.07.99990	Graines de cameline uniquement	17	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
		euros la tonne		
7204.1000	- Déchets et débris de fonte	30	Loi n° 216-IV du 24 octobre 2002 sur les droits d'exportation appliqués aux déchets et débris métalliques ferreux	<i>Idem</i>

Code tarifaire	Désignation des produits	Taux de droit en pourcentage de la valeur en douane	Fondement législatif	Date d'élimination
	- Déchets et débris d'aciers alliés:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.21	-- D'aciers inoxydables	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.2110	- - - Contenant en poids au moins 8 pour cent de nickel (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.2190	- - - Autres (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.2900	- - Autres	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.3000	- Déchets et débris de fer ou d'acier étamés (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- Autres déchets et débris:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.41	- - Tournures, frisons, copeaux, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, même en paquets:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4110	- - - Tournures, frisons, copeaux, meulures, sciures et limailles (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- - - Chutes d'estampage ou de découpage:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4191	- - - - En paquets (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4199	- - - - Autres	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.49	- - Autres :	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4910	- - - Déchiquetées (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- - - Autres:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4930	- - - - En paquets (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
	- - - - Autres:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4991	- - - - - En paquets (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.4999	- - - - - Autres	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.50	- Déchets lingotés:	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.5010	- - En aciers alliés (CECA)	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
7204.5090	- - Autres	30	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>